

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
RÉGIME REPRÉSENTATIF
EN TURQUIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 20 Juin 1914, à 1 h. 1/2

PAR

Soubhy NOURY

Diplômé de la Faculté de Droit
de l'Université de Constantinople
et de l'École Libre des Sciences Politiques

Président : M. CHAVEGRIN, *professeur*

Suffragants { MM. LARNAUDE, *professeur*
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, *professeur*

PARIS (V^e)

M. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot et 12, rue Toullier

1914

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
RÉGIME REPRÉSENTATIF
EN TURQUIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 20 Juin 1914, à 1 h. 1/2

PAR

Soubhy NOURY

Diplômé de la Faculté de Droit
de l'Université de Constantinople
et de l'École Libre des Sciences Politiques



Président : M. CHAVEGRIN, *professeur*

Suffragants { MM. LARNAUDE, *professeur*
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, *professeur*

PARIS (V^e)

M. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot et 12, rue Toullier

1914

LE
RÉGIME REPRÉSENTATIF
EN TURQUIE

INTRODUCTION

Nous voulons étudier le *régime représentatif de la Turquie*, mais il faut d'abord connaître les anciens régimes pour bien comprendre les institutions nouvelles. Nous commençons donc par la fondation de l'Empire ottoman.

En premier chapitre de la première partie, nous allons voir *la vieille Turquie*, ses débuts, ses institutions, ses grand hommes, ses principes, sa politique, et enfin sa décadence.

Nous consacrerons le second chapitre à l'étude de la réforme du *Tanzimat*. Nous y verrons les diverses réformes, leurs applications, leurs succès et leurs échecs. Nous remarquerons surtout l'effort de la France et de quelques hommes d'État et sultans ottomans pour concevoir et appliquer les réformes, ainsi que l'attitude des différentes populations ottomanes, et la regrettable intervention de l'Europe.

Dans le troisième chapitre, nous étudierons la *Constitution* ; les *Jeunes-Turcs* de 1867 et leur noble idéal ; leurs premiers succès bien éphémères ; puis *Abdul-Hamid* avec sa néfaste politique arbitraire, sanglante et ruineuse, et en dernier lieu la *révolution jeune-turque* de 1908 et le rétablissement définitif de la constitution.

Dans la partie II, nous résumerons la *loi constitutionnelle*, la *loi électorale* en projet, et nous verrons si la Constitution de provenance étrangère est conforme ou non à la loi fondamentale de l'Empire, au *Chéri*. Pour cela nous consulterons un document important et officiel provenant du *Cheikh-ul-Islam*.

Aucune étude n'a été faite sur notre sujet. D'ailleurs la Constitution et la loi électorale de l'Empire devront tôt ou tard être remaniées de fond en comble. La Turquie nouvelle a des besoins nouveaux. Elle ne peut vivre avec des lois anciennes traduites hâtivement de l'étranger. Il lui faut des lois nouvelles tenant grandement compte des exigences morales et matérielles du pays, de son histoire, de ses races et de ses religions. Donc nous ne pouvions nous étendre longuement sur ce sujet.

Nous ne faisons qu'esquisser rapidement les données de cette question si intéressante : *La Turquie pour vivre, doit-elle absolument prendre un régime représentatif et parlementaire ?* Nous verrons selon l'histoire, les hommes d'État, les peuples et l'exi-

gence du milieu réel, ce qui a été fait et ce qu'il reste à faire pour que cette pauvre Turquie puisse enfin vivre sa vie.

* * *

Pour préparer notre étude nous avons puisé aux sources turques et françaises. Nous n'avons pas trouvé d'ouvrages traitant directement soit notre sujet, soit le droit public ottoman. Nous avons consulté les histoires ottomanes et générales, les œuvres écrites sur la question d'Orient, nous avons lu un grand nombre d'articles de revues et de journaux français pour nous documenter. Nous n'avons trouvé que très peu d'opinions impartiales. Nous regrettons de n'avoir pas rencontré d'auteurs turcs pour faire connaître leur pays et leurs institutions à l'opinion publique française.

Nous avons aussi eu recours à quelques ouvrages écrits en turc, nous en indiquons quelques-uns au cours de notre étude.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA VIEILLE TURQUIE

DU SULTAN OSMAN I^{er} AU SULTAN MAHMOUD II

Jusqu'à la réforme du *Tanzimat* et même jusqu'à la *Constitution* de 1876, surtout jusqu'à son établissement en 1908, la Turquie est restée une monarchie absolue, dans toute la force du terme, rien ne pouvant contre-balancer son autorité, sauf peut-être le *Fetwa* du grand *Mufti* (1).

Constitution et organisation de l'Empire ottoman.

— Les États européens n'ont pour ainsi dire pas été fondés à un moment déterminé de l'Histoire, ils ne sont que les résultantes de longues et pénibles évolutions historiques, ethnologiques et religieuses (2). Mais la Turquie d'Osman Gazi n'a pas suivi cette

1. V. 1^{re} partie, chapitre III.

2. Djebal Noury, *Problèmes sociaux*, p. 5.

règle presque générale, elle s'est constituée d'abord vassale de l'Empire turc des Seldjoukides de Konia avec son chef Ertogroul, fils de Suleyman chah, de la tribu de Kayi-Han. Ertogroul, après la mort de son père qui se noya en traversant l'Euphrate (1230), se sépara de la tribu de son père avec 400 familles et son frère Dundar, et vint se placer sous la protection d'Alaeddin II, sultan seldjoukide.

Il mourut en 1281, fondant de grands espoirs sur son fils Osman, qui, dès l'âge de quinze ans, guerroyait à ses côtés, et qui, âgé de vingt-deux ans, lui succédait comme chef de tribu.

Osman Gazi (1259-1326). — Après la mort d'Ertogroul, Alaeddin II le confirma dans les mêmes pouvoirs que son père. Osman continua ses conquêtes sur les Grecs et s'empara de Karadja-Hyssar. A l'annonce de cette victoire, le Sultan Alaeddin II lui envoya une mission solennelle pour lui remettre les insignes de sa dignité : un *tambour*, un *étendard* et une *queue de cheval*. Il lui accorda, de plus, le droit de battre monnaie, et celui d'être recommandé chaque vendredi aux prières publiques dans les mosquées. C'étaient presque des droits souverains, il n'en abusa point. Tant que vécut Alaeddin II, il se conduisit envers lui avec une loyauté parfaite et lui resta constamment fidèle en travaillant pour le compte de son maître comme pour son propre compte.

A la mort d'Alaeddin II (1297-1307), la dynastie des Seldjoukides était éteinte. Ses États furent partagés entre plusieurs compétiteurs, gouverneurs de provinces. Il y eut ainsi une dizaine d'émirats.

Osman, très légitimement, se déclara indépendant (699 *égire*) dans ses propres États augmentés des territoires qu'il avait conquis sur les Grecs. Ainsi il fondait l'Empire ottoman sur les ruines des deux Empires agonisants, l'un musulman et turc des Seldjoukides, l'autre chrétien et grec de Byzance. Mais les débuts d'Osman étaient des plus modestes ; son indépendance ne souleva aucune opposition. Il gouverna son petit État bien discipliné suivant deux principes fondamentaux : qui seront les bases mêmes de l'Empire ottoman : *l'armée et l'Islam*.

Après avoir ainsi étudié comment l'Empire Ottoman a vu le jour et s'est érigé en État indépendant, voyons maintenant la manière dont il est organisé et gouverné. Ses plus glorieux sultans : Orkan, Mahomet II *le Conquérant*, Sélim I^{er} *le Kalife*, Suleyman II *le Magnifique* ont contribué à organiser et à agrandir l'Empire, chacun apportant successivement les réformes nécessaires suivant les besoins du moment, les exigences du milieu, des races, des croyances, et l'étendue de l'Empire.

Sultan Orkan (1326-1360). — Orkan, désigné comme son successeur par son père Osman mourant, ne rencontra aucune opposition de la part de

son frère aîné Alaeddin-Pacha. Celui-ci, volontairement, devint le vizir et le législateur de son jeune frère.

Après la prise de Brousse, qui devint alors capitale, Orkan, secondé par son frère Alaeddin et le savant Kara-Halil (futur grand-vizir, sous le nom de Hayreddin Pacha) entama l'organisation de l'État. On commença par la réglementation des troupes régulières musulmanes; on leur alloua des subsides, on établit la hiérarchie et on fit surtout deux grandes réformes en innovant le *Janissairisme* et le régime foncier des *hass*, *ziamets* et *timars*. Nous étudierons plus loin ces deux réformes qui constituèrent presque la seule force de l'Empire à ses premiers siècles.

Suleyman Pacha, fils d'Orkan, était nommé *vizir* et *émir* de l'armée. On avait institué dans chaque *sandjak* (préfecture) un *miriliva* et dans chaque *kasa* (sous-préfecture), un *kadi* (juge); et à Angora c'était le *beylerbey* d'Anatolie qui siégeait.

Les princes impériaux gouvernaient les provinces d'Anatolie comme de simples mirilivas et ainsi ils apprenaient l'art et la science de gouverner.

Chaque classe de la population ainsi que l'armée eut son costume approprié.

Orkan, pour habituer à sa domination ses nouveaux sujets chrétiens, s'appliqua à se montrer très tolérant en matière religieuse.

Institution des Janissaires. — Orkan créa le

Devchirmé, qui consistait à prendre chaque année un certain nombre d'enfants aux chrétiens, à les élever dans la religion musulmane et à leur enseigner l'art de la guerre dans les casernes écoles appelées : *odjaks*. On leur imposait le célibat et on les enrôlait dans une famille militaire qui devenait ainsi leur seule parenté, leur seul foyer (*odjak*) dont la marmite était entretenue par le sultan qui était leur seule raison d'être. Ils formaient une garde prétorienne sans lien ni mélange avec les races vaincues auxquelles on les avait arrachés, ni avec les conquérants dont ils ne sortaient pas. Simple garde au début, bataillon de 1.000 hommes, le corps des janissaires, l'*odjak* est sans cesse augmenté (1).

Institution des hass, ziamets et timars. — Lors de la fondation de l'Empire ottoman (2), la chose essentielle était la guerre ; par conséquent, dans toutes leurs entreprises les dirigeants d'alors ne prenaient en considération que la guerre. L'administration, par exemple, n'avait pour objectif que des préparatifs pour la guerre. Toute entreprise était jugée d'après l'utilité qu'elle pourrait rendre à une déclaration des hostilités.

L'Empire turc naissant reposait uniquement sur la base suivante : l'État cédait les revenus de ses provinces conquises, soit à ceux qui avaient contribué

1. V. Bérard, *Révolution turque*, p. 12 et suiv.

2. Djélal-Noury, *Problèmes sociaux*, p. 5-17.

à leur conquête, soit à d'autres serviteurs fidèles de sa dynastie. Par contre, ceux-ci se chargeaient de se rendre à la guerre avec leurs propres moyens, sans rien réclamer à l'État. La principale ressource de l'Empire, comme celle de tous les États musulmans, était *la dîme*, c'est-à-dire un dixième de la récolte générale. L'État concédait son droit de prélever la dîme sous les titres de *hass*, *timars* et *ziamets* aux dignitaires de l'Empire, aux serviteurs de la Cour, aux troupes de province, aux *sipahis* appelés *timarlis*, aux fondations d'utilité publique et dans la capitale aux ministres, aux chefs de divers départements, aux principaux chefs des bureaux de l'administration centrale ; enfin, dans les provinces, aux *valis* et à certains autres fonctionnaires, aux miliciens dans les vilayets, et aux gardiens des places fortes, sous les noms de *yourtlouk* et *odjaklik*. De cette manière l'Etat n'avait, ne pouvait avoir quelque souci de ses finances ; il avait par contre 140.000 cavaliers bien équipés, bien armés, qui, grâce à ce mode d'administration indirecte de ses finances, ne lui coûtaient absolument rien en apparence.

Il faut donc distinguer les droits de ces propriétaires de *la dîme*, et ceux des cultivateurs. Les premiers ne prélevaient que la dîme, les droits d'usage lors des successions et des transferts, en accordant des titres de propriétés, dits *tapons*, et le produit de la vente des terres, lors d'une vacance.

Les personnes auxquelles l'État avait concédé le « domaine éminent », ne pouvaient en aucune façon exploiter pour leur propre compte ces terres, ou se les approprier dans le cas d'une vacance. Également elles ne pouvaient les céder aux habitants des autres *kazas*, si ceux qui habitaient le *kaza* même où la propriété se trouvait, avaient besoin de terres.

Donc, *Hass* ou *ziamet* ne signifie point ferme ou propriété dans l'acception moderne de ces termes, mais plutôt le droit que l'État ou le fisc a sur les terres appartenant à des citoyens. Un *hass*, par exemple, concédé à un général, était formé de centaines de champs ou d'un nombre de fermes que leurs titulaires possédaient en toute propriété et exploitaient en vertu de titres réguliers portant les chiffres des sultans. *Hass* ne veut dire, dès lors, que les droits du fisc.

« Grâce à ce système féodal d'un genre tout particulier, les guerres se terminaient le plus souvent par des succès, et les frontières de l'Empire s'élargissaient de jour en jour. Après chaque nouvelle acquisition, des employés *ad hoc* se chargeaient de l'élaboration de l'état civil : de la sorte on savait à peu près le chiffre de la population, le nombre des terres et des propriétés que contenait la nouvelle possession.

» Sous les anciens sultans, les cuirassiers et les cavaliers que les fiefs fournissaient étaient de beaucoup supérieurs à la garde impériale. Les titulaires

des *ziames* étaient considérés naguère, comme les grands ou les pairs de l'Empire, ils jouissaient de certaines prérogatives pour ainsi dire, aristocratiques. Ils se chargeaient du maintien de l'ordre, ils encourageaient l'agriculture, l'élevage, ils protégeaient les institutions d'utilité publique.

» Malheureusement, sous le sultan Suleyman II un certain Hossrev pacha, nommé beylerbey alors qu'il n'était qu'un simple *tchechnighiar* (serviteur subalterne) céda, moyennant finances, et sur l'insistance de quelques camarades, des fiefs à ceux qui n'avaient aucun mérite. Donc, ce mode de n'accorder des fiefs qu'à ceux qui pouvaient rendre d'éminents services au pays, a été bouleversé. Des grands vizirs célèbres, comme Sokoullou, des chefs, comme Euzdemir-oglou, même, n'ont pas observé l'antique usage, et ont accordé, contrairement aux principes énoncés, des fiefs à des gens sans aveu, à leurs propres domestiques ou parents. C'était la fin de la redoutable et ancienne Turquie. »

Mahomet II le Conquérant (1451-1481). — Mahomet II transforma son empire qui n'était qu'une grande armée, en un empire stable, civilisé et bien ordonné. Après avoir pris les avis des juristes musulmans, il fonda les principaux rouages de l'État. Il fit le *Kanoun namei Mohamedi*. Cette loi, indiquée par les historiens grecs, ne nous est pas parvenue. Suleyman le Kanouni, en faisant sa fameuse loi, n'a

fait qu'améliorer cette loi de Mahomet II. Donc, pour nous, ces deux lois n'en font qu'une.

Fatih (*le Conquérant*) arrangea la loi de l'hérédité impériale, créa le palais impérial, organisa les charges du Palais et les cérémonies de l'État. Il rénova la cérémonie Abbasside de l'*anneau impérial* qu'on donnait au grand vizir quand il montait au pouvoir.

Mahomet refit les bases de l'Empire, suivant les nécessités nouvelles ; il créa la *Sublime-Porte* et centralisa toutes les branches de l'administration. Ils institua le *Babi-Mechihat* dont le *Cheikh-ul-Islam* était le chef. Le *Mechihat* était en même temps le ministère de la Justice, de l'Instruction publique et du *Chéri*. En un mot, c'était le centre de l'activité musulmane.

Prise de Constantinople. — Les Grecs. — De tout temps, l'idée des anciens kalifes arabes, puis des sultans ottomans, fut d'arracher Constantinople aux infidèles. Dans ce but ils assiégèrent cette ville à diverses reprises, sans pouvoir jamais s'en emparer. Mais la décadence de Byzance était telle que sa chute devenait fatale, en face de la redoutable armée des Turcs de Mahomet II. En 1453, après un mémorable siège, les Turcs entraient triomphalement à Constantinople et en faisaient leur capitale.

Cette conquête leur était absolument nécessaire, Constantinople étant le lien politique, stratégique et

naturel entre la Roumémie et l'Anatolie que les Turcs possédaient déjà. Mais une fois installés dans leur nouvelle capitale, ils se trouvaient dans l'obligation de changer le système d'organisation précédent et de l'adapter aux besoins nouveaux. Aux deux principes fondamentaux de l'Empire ottoman : *l'armée* et *l'islam*, on ajouta un troisième : *la reconnaissance légale des chrétiens dans l'Empire*.

Héritier de Byzance, l'Empire ottoman comptait une nombreuse population chrétienne. En suivant les mœurs politiques d'alors, Mahomet II pouvait très bien exterminer la race et la religion grecques, ou tout au moins convertir à l'islamisme ses nouveaux sujets chrétiens. Mais, voulant définitivement clore le *moyen âge* et ses barbares systèmes politiques, le conquérant traita les vaincus avec douceur et tolérance. Il reconnut l'Église grecque avec toutes ses prérogatives du passé. A cette masse de populations non musulmanes, il laissa ses chefs religieux, fit même d'eux des chefs politiques armés de pouvoir presque absolu sur leurs ouailles, ayant en main le bâton et le glaive, mais responsables sur leur tête, du bon ordre.

Il laissait à leur tête une sorte d'empereur spirituel, entouré de toutes les pompes de l'ancien palais sacré (1).

1. Ed. Engelhardt, *la Turquie et le Tanzimat*, t. I, p. 224. — Mahomet II fit du patriarche de Constantinople un chef de nation

Si nous voulons juger après quatre ou cinq siècles de pratique, la politique de tolérance du conquérant, nous voyons qu'en sacrant le patriarche Gennadios il a rendu difficile la tâche de ses successeurs. Car, malgré la tolérance dont on faisait preuve à leur égard et les droits politiques qu'on leur accordait, les orthodoxes ottomans ne se déclarèrent jamais satisfaits et trouvèrent toujours le moyen de susciter de sérieux ennuis à la Porte. Devenant les instruments intéressés de l'étranger, ils ne manquèrent aucune occasion de révolte pour faire intervenir l'Europe dans les affaires de la Turquie, montrant ainsi leur ingratitude avec les Turcs.

Sélim I^{er} et le kalifat (1512-1520). — La conquête de l'Égypte fut très profitable à l'Empire turc. D'abord la riche et fertile Égypte, si renommée dans l'histoire, était devenue province turque. En second lieu, lorsque Sélim I^{er} était en Égypte, il reçut du grand chérif de La Mecque (descendant direct de Mahomet), *Ebul-Berekat*, les clefs sacrées du *Haremeïn-Mouhteremeïn*. Le chérif en même temps sollicita sa pro-

(*Milet bachi*) et lui confia la gestion des intérêts temporels et spirituels de ses coreligionnaires en le rendant responsable de leur soumission. Le Patriarche délégua une partie de ses droits aux évêques et aux curés, et le clergé devint un véritable corps de fonctionnaires pourvus d'attributions administratives et judiciaires très étendues. Chaque communauté fut d'ailleurs chargée du soin de répartir les impôts entre ses membres et d'en verser le montant au Trésor impérial, disposition qui répondait à un principe fondamental de la législation arabe.

tection. Déjà, depuis la prise d'Alep, le Sultan se faisait nommer dans les prières publiques : *le gardien et le serviteur de Haremeïn-Mouhteremeïn*.

En troisième lieu, le dernier des kalifes abbassides *Muhtevkil-al-Allah* transmettait officiellement et définitivement le kalifat islamique au Sultan Sélim. Ainsi, l'Empire ottoman s'ennoblit par le kalifat.

C'est juste à ce moment que le grand amiral *Barbarousse-Hayreddin*, renonçant à son indépendance de fait, vint offrir ses hommages et ses services au Sultan.

Suleyman le Magnifique (1520-1566). Le Kanoun-namé. — Ce code était divisé en plusieurs parties relatives aux finances, à la justice criminelle, à la discipline militaire, aux cérémonies de la Cour, à la politique. Dans la partie politique du Kanoun-namé Suleyman ordonna que : « L'administration de l'Empire serait placée sous la sauvegarde des ulémas et des ministres auxquels appartient le droit de faire des remontrances au souverain dans le cas où il s'écarterait du bon chemin. Si le souverain ne tenait pas compte de leur avertissement, ils devaient prévenir le chef de l'armée. Si le souverain persistait à violer la loi et à suivre ses caprices, il devait être déposé, et à sa place devait être élu un autre membre de la famille régnante » (1).

1. Engelhardt, *la Turquie et le Tanzimat*, t. 1, p. 201. Le général Hayreddin dans ses *Réformes aux Etats musulmans*, fait

Les Capitulations (2). — Le roi de France, François I^{er}, aux prises avec Charles-Quint, demanda l'intervention des Turcs en sa faveur. Outre l'appui militaire contre Charles-Quint, Suleyman le Magnifique accorda à cette occasion aux Français désireux de s'établir dans son empire des concessions, des droits de négoce et divers privilèges juridiques et économiques sous le nom de *capitulations*. Ces concessions qui passaient alors inaperçues, devinrent plus tard une des causes de la décadence ottomane. Ces Capitulations unilatérales accordaient aux étrangers de très larges droits, et la Turquie se trouvait dépouillée à leur profit de son indépendance. Avec le temps et l'insouciance des fonctionnaires turcs, ces Capitulations prirent une telle extension qu'elles finirent par contrecarrer toute amélioration économique, commerciale et financière de l'Empire. Quand dans un pays l'étranger est mieux traité que le national, il est bien évident que la prospérité de ce pays est radicalement entravée. Voyant et préparant la décadence

observer en 1868 que le rôle politique des ulémas et des ministres est le même que celui que remplissent dans les gouvernements constitutionnels de l'Europe, les Chambres représentatives, et on pourrait même dire que ce rôle est plus élevé puisqu'un motif d'ordre temporel qui nécessite et légitime ce contrôle se joint chez les musulmans au commandement religieux. Ce code de Soliman, conclut le général, eut longtemps un effet salutaire et la Turquie prospéra. [Le général Hayreddin fut plus tard grand-vizir sous Abd-ul-Hamid.]

1. *Le Régime des Capitulations*, par un ancien diplomate.

S. Noury

complète de la Turquie, les puissances qui profitèrent si largement des Capitulations lui enlevèrent complètement son indépendance douanière. Mais au temps de Suleyman, l'indépendance de l'État ne se concevait pas comme elle se conçoit de nos jours. L'Europe seule devait délier la Turquie de ses anciens engagements, pour qu'elle puisse aujourd'hui jouir de sa pleine indépendance. Les successeurs de Suleyman ont bien voulu changer ces Capitulations, mais en vain, l'Europe garda obstinément ses droits acquis. C'est pourquoi on peut dire que nos deux plus illustres Sultans, *le Conquérant* et *le Magnifique*, en voulant être trop libéraux et trop magnanimes envers les étrangers, accordèrent des privilèges excessifs : le premier au Patriarche grec de Constantinople; le second aux Européens. Ainsi, politiquement et diplomatiquement ils lièrent leurs successeurs, méconnurent les droits sacrés de l'indépendance, semèrent les germes de la discorde, et des malentendus futurs envers la Porte et ses sujets grecs, et avec les Européens.

Les Institutions de Suleyman le Magnifique (1). —

1. Victor Bérard, *Révolution turque*, p. 13. — Les institutions de Soliman ne se maintinrent que trente ans à peine (1566-1596). Dès le commencement du *xvii*^e siècle, apparaît l'instabilité de cet étrange équilibre. Les querelles de harem, l'ingérence des sultanes, les gaspillages du Palais, ruinent le pouvoir central. Le sultan abandonne l'autorité au grand vizir, mais cette lieutenance, par les risques journaliers qu'elle comporte, n'excite

Au début de l'Empire ottoman (1), comme les affaires publiques n'étaient pas nombreuses, et que la guerre était permanente, on n'avait pas besoin d'une administration centrale bien organisée. Dans la capitale, c'était le juge du Chéri qui s'occupait des affaires publiques, et le fils aîné du sultan Osman, Alaeddin Pacha dirigeait les affaires de l'État. Sous le règne du sultan Orkan on organisa l'administration et l'armée, et après la mort d'Alaeddin Pacha, la charge du vizirat fut donnée à Suleyman Pacha, fils d'Orkan. Sous le sultan Mourad-Houdavendigiar le vizirat fut confié à Kara Halil Effendi Djendereli qui prit le

l'ambition que des risque-tout ou des vieillards ; le grand vizirat est un vestibule de la mort où se succèdent les éphémères victimes du souverain.

Juchereau de Saint-Denys, *Histoire ottomane*, 2 vol., p. 27-28, (cité par V. Bérard) dit :

« Le grand vizir commande les armées, possède, comme le Grand Seigneur, le droit de vie et de mort contre les criminels pris en flagrant délit, et peut nommer, destituer, faire mourir tous les ministres et les agents de l'autorité souveraine... Il représente enfin son maître dans toute l'étendue de sa dignité et de sa puissance temporelle. Mais autant ce pouvoir est étendu, autant il est dangereux et précaire. Le grand vizir est le but contre lequel se dirigent les plaintes et les cris des sujets : le sacrifice de ce lieutenant qui souvent n'est coupable que de trop de fidélité envers son maître, est un moyen politique et presque toujours certain de ramener le calme et de satisfaire la nation... Dans ce pays où tout se vend, les immenses avantages attachés à la place de grand vizir, donnent naissance à une foule d'intrigues, pour le rançonner, le destituer ou le faire périr... Exposé à ces intrigues, aux fureurs du peuple et aux soupçons d'un monarque ombrageux, le grand vizir mène une vie misérable. »

1. Hakki-Pacha. — *Droit administratif*, t. I, p. 35-45 (en turc).

nom de Hayreddin Pacha, et ainsi le grand vizirat se constitua définitivement dans l'Empire. L'administration commença à s'organiser, et la bureaucratie fut fondée.

Jusqu'au règne de Mahomet II, on organisa la hiérarchie des *ulémas*. On innova le *hass*, le *timar* et le *ziamet* et le Palais impérial fut constitué. Ainsi les finances et la hiérarchie furent créées et c'est au règne de Suleyman le Magnifique, qu'avec des réorganisations et des innovations, se forma définitivement le gouvernement de l'État. Cela dura jusqu'au règne de Mahmoud II, c'est-à-dire presque cinq siècles et demi. Nous allons voir l'Empire ottoman pendant ce laps de temps.

Le grand vizir était le plus grand fonctionnaire ; à part ses devoirs civils, c'est-à-dire politique et administration, il avait un droit général de contrôle sur tout l'Empire.

Le grand vizir était en même temps le ministre de l'Intérieur et de la Guerre. Le *Seraskera* n'étant pas constitué, c'était lui qui administrait et commandait les armées. La Sublime Porte, où siège le grand vizir, s'appelait *Pacha Kapoussou*. A la place du conseil des ministres, il y avait des vizirs de Koubbé (*vizirs siégeant sous un dôme*). Ces vizirs étaient membres du Grand Divan, et le grand vizir se recrutait parmi eux. Ces vizirs de Koubbé furent supprimés sous Ahmet III et les gens du Divan furent les suivants :

1^o Le conseiller du grand vizir s'appelait *Sedaret Kethoudassi*. C'était aussi un vizir de trois queues ; il remplaçait le grand vizir en son absence, et s'occupait toujours des affaires de l'intérieur et de l'armée.

2^o Les affaires étrangères étaient gérées par le *Reiss-el-Kussab-Effendi* qui était le plus grand des bureaucrates et le chef du bureau du Divan impérial. Le dragoman du Divan impérial, qui était toujours un noble grec du Phanar, était sous ses ordres ;

3^o Il y avait aussi des secrétaires généraux et des maîtres de cérémonie qui formaient le sommet de la hiérarchie de la Porte ;

4^o Enfin il existait un grand personnage du nom de *Tchavouch-Bachi*, nommé aga, qui était chargé de différentes affaires ; par exemple, il aidait le grand vizir dans les débats du Divan impérial ; c'était une sorte de préfet de police et d'exécuteur judiciaire. Il exécutait les *Ilams* des tribunaux du Chéri, et se chargeait de percevoir les droits des parties civiles ; il avait le droit d'emprisonner tous les hommes de l'Empire jusqu'à son grade, et, de plus, dans les cérémonies il marchait avec le chef des portiers du palais en tenant une crosse d'argent devant le grand vizir, et de même les jours de réception par le Sultan, des ambassadeurs étrangers.

De la sorte, les affaires intérieures, militaires et étrangères étaient confiées à ces personnages, — les agas des *janissaires* et des autres *odjaks* comman-

daient leurs hommes, les gouverneurs ou *livas* commandaient les soldats des provinces.

Après la constitution de l'Empire, les affaires financières étaient confiées à un *defterdar*, et sous Bajazet II, il y en eut un pour la Roumélie, un pour l'Anatolie, et un pour le Kurdistan et l'Arabie. Mais ces différents *defterdars* n'avaient pas tous le même prestige, car leur puissance financière n'était pas la même, les revenus provinciaux étant affectés à la province elle-même, et dépensés pour ses besoins. Le budget de l'État n'était pas comme les budgets modernes. Les *timars* et les *ziamets* changeaient son aspect. Les soldats des provinces n'étaient pas payés, les sipahis, les janissaires et les artilleurs étaient entretenus par le Sultan, grâce au système *d'ouloufé*. Les revenus des provinces étaient affectés aux provinces, mais les butins de la guerre et les tributs reçus des États voisins et d'Égypte, les sommes offertes par quelques provinces, le *Karatch* et le produit des douanes, des mines, l'impôt sur le sel arrivaient seuls à la capitale.

Pour les besoins de la couronne, du grand vizir, du ministre de la Marine, de quelques grands fonctionnaires et des nobles ulémas, on mettait à contribution les revenus de quelques provinces. Les écoles, les hospices, les *maidressés*, les *tekias* et les mosquées étaient entretenus par les revenus de leur *vakouf* (mainmorte). Les juges du Chéri vivaient

des taxes qu'ils recevaient de chaque procès. Les travaux publics étaient effectués par une partie des habitants qui, pour cela, étaient exempts d'impôts. Ainsi le budget de l'État se chargeait seulement de payer quelques fonctionnaires et les *ouloufés* de quelques sortes de soldats, d'effectuer de grands travaux publics, et d'assurer à l'armée ses munitions et ses approvisionnements.

La plus grande préoccupation des *defterdars* était de payer les *ouloufés* des soldats en son temps et en bonne monnaie ; cela se faisait tous les trois mois. Le premier *defterdar* était le ministre des Finances d'alors, dans les cérémonies publiques il dépassait le *Reïs Effendi*. Sous Sélin III, le deuxième *defterdar* fut nommé ministre des douanes, et le troisième fut chargé d'approvisionner Constantinople, la plus grande préoccupation d'alors, et prit le nom de ministre des céréales ; il avait une grande responsabilité.

Les affaires du Chéri, de la Justice, de l'Instruction publique, étaient confiées au *Babi-Mechihat*, le *cheikh ul-islam*, fondé sous Mahomet II.

Le Sultan Osman, pour juger les procès, avait nommé des juges du Chéri, et un grand juge pour l'armée ; le *Kazasker*.

Sous Bajazet I^{er}, vu l'étendue du territoire, pour centraliser les affaires religieuses on nomma un *mufti*. Comme nous l'avons vu, c'est Mahomet II

qui fonda le *Babi-Mechihat* et centralisa toutes les affaires religieuses et judiciaires des maïdressés, et des mosquées.

Après les *Kazasker* de Roumélie et d'Anatolie, le plus grand fonctionnaire religieux du Chéri était le *Kadi* de Constantinople qui était aussi investi de quelques affaires municipales, et que le peuple appelait : *l'Effendi de Constantinople* ; il dirigeait les commerçants et les industriels.

Le *Kapoudan Pacha* (ministre de la Marine) était aussi un vizir de trois queues. Il gouvernait en même temps les Iles de l'Archipel et l'Algérie ; chaque année il effectuait, avec la flotte, des tournées dans la Méditerranée, il balayait les pirates de la mer, il amenait avec lui un juge du Chéri qui rendait la justice aux endroits où l'on s'arrêtait.

Comme on l'a vu, le domaine était divisé en *hass*, *ziamets*, *timars*, et en *décimes*, *capitations*, *vakoufs* (mainmortes), et le ministre du Cadastre était chargé de bien tenir les registres de ses terres.

Donc, l'administration centrale était composée de la Porte, du ministère des Finances, du cheikh-ul-islam et de la Marine, et le grand vizir était le chef suprême. Chaque année il dressait une liste de 85 fonctionnaires, et la soumettait à l'approbation du Sultan ; il lui présentait aussi leurs permutations, leur destitution ou leur maintien en fonctions.

Quelques hauts fonctionnaires du palais impérial

avaient des charges publiques. Par exemple : le directeur des palais impériaux qui s'appelait *Bostandji Bachi* avait la mission de surveiller les bords de la mer depuis le Bosphore jusqu'aux Dardanelles. C'est à lui qu'on demandait la permission de bâtir ou de réparer les maisons ; il était, à Constantinople et aux alentours, le chef des services d'eaux, de forêts, de pêche et de chasse ; c'était lui qui faisait exécuter les hautes œuvres.

Quand au chef des portiers du palais, il était chargé aussi de s'occuper des requêtes au Divan impérial, et dans les cérémonies publiques, il accompagnait le *Tchaouch Bachi*.

Enfin le préfet de la ville, le directeur de la monnaie, le chef des cuisines impériales étaient des hauts fonctionnaires de l'Empire.

Nous arrivons à l'un des plus étranges de ces hauts fonctionnaires : le chef des ennuques (*dar el seadet el Chérifé agassi*) qui prenait rang après le grand vizir et le cheikh-ul-islam et avant tous les autres ministres ; c'était l'intermédiaire entre le Sultan et le grand vizir pour les affaires publiques, et en même temps c'était presque le ministre des *Evkafs* (fondations pieuses).

Dans l'ancienne Turquie, il y avait trois sortes de conseils :

1^o D'abord le *Divan impérial* qui se réunissait souvent au début, et était chargé de toutes les grandes

affaires de l'État. Mais plus tard ce Divan ne servait plus qu'aux jours solennels, aux apparats, par exemple pour recevoir les ambassadeurs et pour payer les *ouloufés* aux troupes. Les affaires sérieuses étaient débattues dans les Conseils que le grand vizir présidait et étaient composés des chefs des principaux services ; le résultat était soumis à l'approbation du Sultan. Le Conseil des ministres actuel dérive de ce Conseil (*Muchavéré-Medjlissi*).

2° Puis le *Divan de Pacha Kapoussi*, qui était présidé par le grand vizir et se réunissait quatre fois par semaine. C'était un grand tribunal où tout le monde pouvait présenter des requêtes et faire juger ses affaires.

3° Enfin l'*Ayak Divani* (Conseil debout). On le convoquait dans les circonstances extraordinaires. Il se composait de quarante personnages religieux, civils et militaires. C'était pour prendre de promptes résolutions, voilà pourquoi on était debout.

La décadence de la Vieille Turquie. — Après avoir étudié l'organisation et l'administration de l'ancienne Turquie, et après avoir vu le rôle joué par ses grands hommes, nous devons examiner les côtés faibles de l'ancien régime afin de connaître les causes de sa décadence. Le glorieux règne de Suleyman le Magnifique est à la fois l'apogée de l'Empire ottoman et le commencement de sa décadence. Le *Hatti Chérif de Gulhané* (1839) énumérera officiellement ses causes,

mais nous pouvons dès maintenant en indiquer quelques-unes :

I. — La défection des janissaires. Cette redoutable armée des premiers siècles de l'Empire commença à se gangrener. Son recrutement, sa discipline, son éducation se relâchèrent. On n'observait plus les anciennes règles de l'odjack ; devant l'incapacité et la faiblesse des chefs (*agas*) et des Sultans, cette belle troupe dégénéra, d'où des révoltes incessantes à l'intérieur et des défaites continuelles aux frontières.

II. — L'administration de l'État se corrompt ; on n'applique pas consciencieusement les lois et les coutumes existantes. Du reste, elles sont insuffisantes ; les nouvelles nécessités exigeant de nouvelles lois ; on ne peut pas gouverner éternellement un pays aussi compliqué que la Turquie avec des méthodes séculaires. La concussion fait ses ravages parmi les administrateurs ; au lieu de nommer d'honnêtes fonctionnaires, on donne les places à des gens rapaces et voleurs. Le *Ruchvet* est la règle générale du gouvernement.

III. — Malgré d'énormes sommes provenant des *vakoufs* affectés à l'instruction publique et aux œuvres philanthropiques, la population reste foncièrement ignorante, d'où le fanatisme, l'horreur des réformes et des innovations, l'esprit conservateur et traditionnaliste. Dans les provinces, les écoles primaires n'existent pas, l'instruction se donne dans les

maidressés ou séminaires, qui dépendent des mosquées et sont dirigés par des ulémas. Le Conquérant et le Magnifique fondèrent à Constantinople de grands *maidressés* qui portent leur nom et sont de vraies universités, mais l'instruction y est plutôt théologique ; on y enseigne aussi très peu de sciences et de mathématiques ; la durée des études est très longue et les étudiants (*softa*) sont souvent dans la misère. Pour un si vaste empire, quelques *maidressés*, tant dans la capitale qu'en province, ne suffisent pas. Avec le temps, ces *maidressés*, avec leur instruction scientifique rudimentaire, sont appelés à s'amoindrir de jour en jour. On voit d'après cela la nullité de l'instruction publique dans la Vieille-Turquie, la vie intellectuelle n'existe pas ; les ulémas et les savants, s'occupant exclusivement de théologie, abandonnent les sciences et les arts. Personne ne veut connaître les progrès scientifiques et la civilisation de l'Europe. Faute d'écoles, le peuple est abandonné à l'ignorance et à la superstition ; les gouvernants, qui sortent du peuple ont la même mentalité, les grands-vizirs et les Sultans eux-mêmes sont pour la plupart ignorants.

Sans entrer dans un grand développement sur le résultat de cette ignorance d'en-haut et d'en-bas, on peut convenir qu'avec de telles gens un grand État comme la Turquie ne peut être ni gouverné, ni défendu, et est incapable de progresser.

IV. — Les Sultans ne sont pas à la hauteur de leur

tâche. Au début de l'Empire, les princes impériaux faisaient la guerre, administraient les provinces et ainsi complétaient leur éducation politique.

Mais plus tard la criminelle habitude impériale de fraticide et d'infanticide légitimés par la raison d'État, tarit la source des grands princes impériaux. Ceux qui échappaient au massacre, d'habitude fils du Sultan régnant, étaient gardés dans le palais. Entourés de femmes et d'eunuques, leur instruction était des plus sommaires, ils ignoraient la science politique et militaire, aussi quand ils montaient sur le trône, ne sachant rien, et pour la plupart faibles de caractère, habitués surtout aux débauches du harem, ces sultans ne pouvaient être utiles à leur Empire ; ils abandonnaient souvent tout le pouvoir au grand vizir qui était aussi mal préparé qu'eux pour gouverner. Quelquefois même ils dirigeaient à leur manière, conseillés par les femmes du harem et les favoris du palais, les affaires de l'État.

Les quelques bons sultans ou bons grands vizirs qui gouvernèrent ne purent jamais, vu l'état lamentable des mœurs de leur milieu, malgré leur bonne volonté et leur courage, régénérer complètement leur pays ; les dispositions énergiques et utiles qu'ils prenaient pour réformer l'Empire n'étaient pas suivies et respectées par leurs successeurs, et le peuple s'opposa toujours à la réalisation des progrès que s'efforçaient de tenter quelques rares sultans

et grands vizirs. Le peuple, dans sa grande ignorance, guidé par des ulémas qui ne l'étaient pas (*car uléma veut dire savant*), croyait voir dans chaque progrès une atteinte à sa religion.

V. — Le résultat de cette politique de l'Empire, conduite presque toujours par des incompetents, fut de plonger le pays dans un abime de misère. Il y eut d'un côté la masse du peuple cultivateur et pauvre, de l'autre toute une armée de fonctionnaires tures vivant du labour des premiers. Le Turc, facilement introduit dans l'administration, abandonna complètement le culte de l'art, de la science, du commerce et de l'industrie.

Les chrétiens de l'Empire, éloignés de la chose publique, se consacrèrent aux branches de l'activité civilisatrice délaissée par les Turcs, et prospérèrent rapidement, le conquérant turc resta pauvre alors que le sujet chrétien s'enrichissait tous les jours. D'autre part, le Turc occupé à monter la garde aux frontières et à faire la police en Macédoine, en Albanie, en Bosnie, en Bulgarie, en Syrie et dans l'Yémen, perdait constamment ses meilleurs enfants, au lieu que les chrétiens, exempts du service militaire, voyaient leur nombre s'accroître.

VI. — Enfin l'étendue du territoire, le nombre des sujets non musulmans et la politique de l'Europe sont une des principales causes de la décadence ottomane. Il est plus facile de conquérir que de conser-

ver sa conquête. Les Turcs n'ont jamais cru à la nécessité des limites naturelles de leur territoire. Chaque conquête augmentait le nombre des chrétiens et des mécontents, par conséquent rendait les Turcs et les musulmans en minorité dangereuse pour leur souveraineté, d'autant plus que la plupart des chrétiens avaient une capacité économique de beaucoup supérieure.

La Turquie, même avec une bonne administration, n'aurait jamais pu arriver à contenter ses sujets chrétiens. Cette fatalité historique et psychologique n'est pas particulière à notre pays : aucun peuple ne supporte de gaieté de cœur une domination étrangère, surtout quand il s'y mêle l'antagonisme religieux.

Comme conclusion, nous ne pouvons oublier que l'Europe a fait tout son possible : soit par les guerres déclarées à la Turquie, ou soit en imposant le maintien des capitulations et en intervenant à tout propos et même hors propos dans les affaires intérieures turques, pour hâter et précipiter la décadence ottomane.

CHAPITRE II

LA RÉFORME

Dans notre sommaire exposé de la politique historique de la *Vieille-Turquie*, nous n'avons pas vu trace de représentation nationale, ni de lois constitutionnelles. La *Vieille-Turquie* était franchement un pays despotique avec le *saltanat*, et un pays religieux avec le *kalifat*. C'est grâce à ce *kalifat* que s'atténuaient le despotisme du Sultan, car, ainsi que nous le verrons plus tard, le système du gouvernement temporel du *kalifat* est très libéral et très démocratique.

Avec ce chapitre II, nous abandonnons l'ancien régime absolutiste, mais nous n'entrons pas complètement dans le régime actuel du parlementarisme ; nous sommes en pleine évolution politique et sociale, soi-disant en *despotisme éclairée* avec des chartes octroyées plutôt pour contenter l'Europe que pour répondre aux besoins légitimes des populations et de l'Empire.

Sultan Mahmoud II (1808-1839). — Destruction des janissaires. — Mahmoud II, poursuivant l'idéal de Sélim III, tenta une dernière réforme pour régénérer la *Vieille-Turquie*. Il parvint à détruire le *janissairisme* et, par cette Vakaï-Hayriet, inaugure l'ère nouvelle. Mahmoud s'efforça de corriger et d'améliorer l'administration de l'Empire ottoman et des provinces, mais il ne toucha ni à la forme du gouvernement, ni à la condition politique du peuple. Il fait disparaître en province la plupart des grands seigneurs, les beys et les beylerbeys, mais cela augmentent démesurément le pouvoir des gouverneurs. Mahmoud en réduit le nombre afin d'en mieux surveiller la gestion. Afin de nous faire une idée exacte du règne de Mahmoud II, citons l'opinion de M. Victor Bérard qui a impartialement étudié cette époque dans son meilleur ouvrage sur la Turquie (1).

[Au lieu de disposer à leur gré de toutes choses dans leur gouvernement, les pachas ne seront plus que les agents du pouvoir central « les yeux et les mains du Sultan. » Mais ils continuent de cumuler tous les pouvoirs militaires administratifs, judiciaires et financiers ; ce sont des vices-rois fort mal contrôlés par la capitale et dont l'opposition féodale d'autrefois ne contrebalance plus la tyrannie ; leurs subordonnés civils et militaires pénètrent partout,

1. V. Bérard, *Révolution turque*, p. 38-39.

interviennent en toutes les affaires publiques et privées, et les fonctions grandes et petites continuant à être vendues, la mangerie ne fait qu'empirer.

En limitant le pouvoir politique et social des ulémas, en abattant la féodalité turque, en appauvrissant le cultivateur musulman, la réforme de Mahmoud ébranle les plus sûrs appuis de la conquête, et l'on comprend que, de toute la force de son inertie, l'islam, représenté par les gens de religion, s'efforce d'annuler les effets du nouveau régime.

Cette réforme aurait du au moins profiter au pouvoir de la Porte si une longue paix à l'intérieur et à l'extérieur eût tourné les efforts de l'autorité centrale vers la pacification des provinces, si les révolutions (1830-1848) de l'Europe n'étaient pas venues encourager les espoirs des *raïas* (chrétiens).]

Sultan Abd-ul-Medjid (1839-1861) et le Tanzimat.

— Le père du Tanzimat était *Réhid-Pacha* qui fut six fois grand vizir sous Mahmoud II et Medjid. C'était un des plus grands hommes de la Turquie. M. Engelhardt, en parlant de Réhid-Pacha, dit que (1) : « Le jeune ministre en qui devait se personifier le *Tanzimat* dans sa première phase, avait pleine conscience des périls qui menaçaient l'Empire. Il comprenait surtout qu'il y avait urgence à rassurer l'Europe et à gagner sa confiance ». Donc, l'idée

1. Engelhardt, t. I, p. 29.

primordiale du *Tanzimat* était, non de satisfaire le peuple, mais de contenter l'Europe. La Turquie a tout de même profité de cette réforme.

Rechid vint au pouvoir sous le règne de Mahmoud II ; il s'efforça d'abord de réprimer les actes de concussion plus ou moins consacrés par l'usage ; il prétendait former par voix de décrets des employés intègres ; il supprima les différents bénéfices attachés aux emplois publics. On songea à abolir les monopoles, à autoriser l'achat des immeubles par les étrangers, à transformer le régime de la propriété. Malheureusement les réformes de Mahmoud II et de son illustre vizir échouèrent. Mahmoud II mourut le 1^{er} juillet 1839 ; il avait été sincère dans ses désirs de réforme, et malheureux dans la réussite de ses projets. En droit, il avait émancipé ses sujets chrétiens.

Le sultan Abdul-Medjid, dès son avènement, promulgua le *Hatti-Chérif de Gulhané*, du 3 novembre 1839, qui constitue le premier programme de la réforme du *Tanzimat*, la première Charte des libertés et des garanties octroyées aux peuples ottomans. Ce *Hatt* est un précieux document ; il décrit avec sagacité les principales causes de la décadence : *iltizam*, *rouchvet*, etc. Tous les *Hatts* qui suivront ne feront que répéter cette description du mal, sans indiquer le remède.

Le Hatti-Chérif de 1839 commençait ainsi :

Dans les premiers temps de la Monarchie ottomane, les préceptes glorieux du Coran et les lois de l'Empire étaient une règle toujours honorée : l'Empire croissait en force et en grandeur, et tous les sujets sans exception avaient l'aisance et la prospérité. Depuis cent cinquante ans, on a cessé de se conformer au Code sacré des lois et aux règlements qui en découlent ; la force et la prospérité se sont changées en faiblesse et en appauvrissement ; un empire perd toute stabilité quand il cesse d'observer ses lois.

Plein de confiance dans le secours du Très-Haut, appuyé sur l'intercession de notre Prophète. Nous jugeons convenable de chercher par des institutions nouvelles à procurer aux provinces le bienfait d'une bonne administration.

Ce Hatt portait surtout sur trois points principaux :

1^o Les garanties qui assurent à nos sujets une parfaite sécurité quant à leur vie, à leur honneur et à leur fortune. Tant qu'un jugement régulier ne sera pas intervenu, personne ne pourra secrètement ou publiquement faire périr quelqu'un par le poison ou tout autre moyen ; chacun possèdera des propriétés de toute nature et en disposera avec la plus entière liberté ; les héritiers innocents d'un criminel ne seront point privés de leurs droits légaux, et les biens du criminel ne seront point confisqués. Ces concessions impériales s'étendent à tous nos sujets : de quelque religion ou secte qu'ils puissent être, ils en jouiront tous sans exception.

2^o Un mode régulier d'asseoir et de prélever les impôts. Quoique l'Empire soit délivré, depuis quelque temps, du fléau des monopoles, un usage funeste subsiste, celui des concessions vénales, connues sous le nom d'iltizam. Dans ce système, l'administration civile et financière d'une localité est livrée à l'arbitraire d'un seul homme, c'est-à-dire quelquefois à la main de fer des passions les plus violentes et les

plus cupides. Il est nécessaire que, désormais, chaque membre de la société ottomane soit taxé pour une quotité d'impôt et que rien au delà ne puisse être exigé de lui. Il faut aussi que des lois spéciales fixent et limitent les dépenses de nos armées de terre et de mer,

3° Un mode également, régulier pour la levée des soldats et la durée de leur service. Il est devenu nécessaire d'établir des lois pour régler les contingents que devra fournir chaque localité et pour réduire à quatre ou cinq ans le temps du service. Car c'est à la fois faire une chose injuste et porter un coup mortel à l'agriculture et à l'industrie que de prendre, sans égard à la population respective des lieux, dans l'un plus, dans l'autre moins d'hommes qu'ils n'en peuvent fournir, de même que c'est réduire les soldats au désespoir et contribuer à la dépopulation du pays que de les retenir toute la vie au service.

On voit que les réformes de *Gulhané* sont purement administratives, on ne change pas les limites et les attributions des grands pouvoirs de l'État. Cependant le *Hatt* proclame quelques droits concernant les conditions civiles des citoyens ottomans :

Les institutions nationales doivent désormais garantir à nos sujets une parfaite sécurité quant à leur vie, leur honneur et leur fortune. Ces concessions souveraines sont acquises à tous, de quelque religion ou secte qu'ils puissent être ; tous sont appelés à en jouir sans exception.

L'exécution du manifeste impérial suscita des difficultés dans les milieux fanatiques dont il bouleversait les idées, les habitudes et les intérêts.

Rechid-Pacha, resté au pouvoir, travailla à mettre

à exécution les promesses de son nouveau maître et l'Europe prit en main le salut de l'Empire contre les rébellions intérieures et contre les ambitions des Habsbourg et des Romanoff.

Une instruction ministérielle développa et expliqua le texte du *Hatt* concernant la sûreté des personnes, l'inviolabilité des propriétés et l'égalité de tous devant la loi. Une loi pénale fut promulguée, elle devait mettre fin à l'arbitraire de tous les agents de l'autorité en réprimant la corruption, les exactions, les confiscations et les rapines, etc. « Mais, dit M. Engelhardt, tant il est vrai que les lois, même les plus sévères, n'ont d'efficacité qu'autant qu'elles répondent aux mœurs de la société qu'elles régissent, il arriva qu'à un an d'intervalle, le grand vizir Khosrew-Pacha, qui avait signé de sa main le projet de ce Code pénal, fut condamné comme concussionnaire par le Conseil supérieur de justice. »

On constitua aussi un *Conseil d'État* pour préparer les nouvelles lois. « Notre Conseil de justice, disait le *Hatt*, augmenté de nouveaux membres autant qu'il sera nécessaire et auquel se réuniront nos ministres et nos nobles de l'Empire, s'assemblera à l'effet d'établir des lois. Chacun dans ces assemblées exposera librement ses idées et donnera son avis. » Et le Sultan jurait d'accorder le suffrage impérial à toutes les mesures qui seront arrêtées plus tard dans le grand Conseil à la majorité des voix.

Ce Conseil d'État reçut une organisation propre à garantir la régularité et l'indépendance de ses votes, malheureusement on ne prit pas au sérieux cette institution d'importation étrangère (1).

Rechid-Pacha n'avait pas un programme méthodique, mais son énergie et son esprit de suite lui permettaient de transformer graduellement les principaux services publics. Il dota l'administration financière du système français des receveurs et des percepteurs. Il créa une banque d'État qui serait autorisée à émettre du papier remboursable dans un certain laps de temps. Malheureusement Rechid ne resta pas continuellement au pouvoir, la réaction le guettait. Destitué en 1841, rappelé en 1846, disgracié en 1848, il fut enfin remis en place en 1849. La *Turquie nouvelle* connaît la même instabilité du pouvoir central que la *Vieille-Turquie*.

Tout de même cette réforme à l'européenne servit à gagner l'amitié des puissances et surtout de l'Angleterre.

Pour finir la première phase du *Tanzimat*, il nous reste à signaler un nouveau *Hatti-Chérif*, de février 1845. Abdul-Medjid se rend à la Porte et lit le *Hatti-Chérif* écrit de sa main : « On ne peut nier que, malgré les soins apportés à la réalisation de mes vues, aucun de mes projets, à l'exception de la

1. Engelhardt, *Le Tanzimat*, t. II, p. 17 et suivantes.

réforme militaire, n'a donné le résultat que je m'en étais promis. Et même la réforme militaire manque d'une base solide, celle de la prospérité générale du pays. » Ce *Hatt* fait décréter au Divan que des députés musulmans et chrétiens seront mandés de chaque chef-lieu à Constantinople pour donner leur avis sur l'état des provinces et sur les changements qu'on doit y apporter. L'idée d'une consultation populaire était inattendue et plus d'un critique l'a jugée périlleuse ; elle témoignait sans contredit du bon vouloir du gouvernement.

M. Engelhardt dit au sujet de cette innovation :

« La convocation des délégués provinciaux n'eut point toutefois l'effet désiré. Lorsqu'ils furent rassemblés dans la capitale, on leur remit un papier qui leur expliquait le motif de l'appel du souverain. Ils s'en trouvèrent, paraît-il, fort embarrassés, craignant de se compromettre vis-à-vis de ceux dont ils étaient censés les mandataires. En somme, ils dirent peu de chose. L'on suppléa plus tard à l'insuffisance de cette enquête partielle par une enquête générale confiée à dix commissaires, dont cinq pour l'Asie et cinq pour l'Europe. »

La seconde phase du *Tanzimat* consiste dans la publication solennelle du *Hatti-Humayoun* du 18 février 1856.

En février-mars 1854, la France et l'Angleterre envoyaient leur ultimatum à la Russie et signaient

un traité d'alliance avec la Turquie. Là-dessus, Abdul-Medjid renouvela ses engagements de réformes : égalité de tous devant la loi ; admissibilité de tous à toutes les fonctions sans distinction de culte ; témoignage en justice accordés aux chrétiens ; tribunaux mixtes ; abolition du *Karatch*.

En février 1856, quand les alliés signent, au Congrès de Paris, les préliminaires de paix avec la Russie, à Constantinople, le *Hatti-Hamayoun* est promulgué. C'est le résultat d'un mois de travail des ambassadeurs en Turquie. Examinée, revue et corrigée, cette Charte n'est que la reproduction d'un memorandum remis par eux à la Porte, à la fin de janvier. Ce *Hatt* contient trente-huit articles et confirme et développe le *Hatti-chérif* de 1839. En voici succinctement le contenu :

Sécurité pour chacun dans sa vie, dans son honneur et dans sa fortune ; — égalité de tous devant la loi ; — respect de la propriété individuelle et collective ; — admission de tous les sujets aux emplois publics et au service militaire ; — liberté des cultes et de l'instruction publique avec quelques restrictions administratives ; — égalité devant l'impôt ; — suppression de l'*Iltizam* et perception directe de l'impôt par l'État ; — publicité des procès et jugements ; — égalité des témoignages en justice ; privilège exclusif du Sultan de disposer de la vie de ses sujets après condamnation judiciaire ; — abolition de la confiscation des biens des criminels ; — suppression de la torture et réglementation sévère des peines corporelles préventives ; — introduction d'un système pénitentiaire plus conforme aux lois de l'huma-

nité; — institution de tribunaux mixtes pour toutes les causes commerciales, correctionnelles et criminelles mixtes; — codification des lois civiles, pénales et de procédure à appliquer par ces tribunaux; — révision des privilèges et immunités des communautés non-musulmanes, sauf maintien de leurs immunités et privilèges purement spirituels; — confirmation de la juridiction civile exercée dans certains cas par les conseils des patriarches ou des communautés non-musulmanes; — représentation équitable de ces communautés et dans le conseil suprême de justice; — suppression dans les actes officiels de toute appellation injurieuse pour les chrétiens; — abolition du trafic des faveurs (*Pichvet*) et application sévère des lois contre la corruption, la concussion et la malversation.

Ce *Hatti-Humayoun* de 1856, malgré son libéralisme, ne fut pas bien accueilli dans le pays. Rechid-pacha lui-même, aigri sans doute par la retraite et blessé dans son orgueil, ne se fit pas faute de le critiquer; pourtant c'était l'œuvre de deux de ses illustres élèves: Aali et Fuad.

L'éminent historien du *Tanzimat*, Ed. Engelhardt raconte, comme il suit, la façon dont les intéressés musulmans et chrétiens ont accueilli la nouvelle Charte (1).

« L'on était moins rassuré sur l'esprit des provinces que l'éloignement et l'ignorance exposaient davantage aux égarements du fanatisme.

Cependant l'élément le plus refractaire se rencon-

1. Engelhardt, *la Tarquie et le Tanzimat*, t. I, p. 141-142.

tra précisément dans la classe inférieure que les puissances chrétiennes, par leur intervention directe, avaient entendu couvrir d'une protection particulière. Il existait, aussi bien chez les raïas que chez les musulmans, un vieux parti qui s'accommodait du régime dont les fondements venaient d'être renversés. Le clergé grec, les primats, les financiers arméniens, n'éprouvaient nullement le besoin d'un changement dans leur condition sociale. Ils exploitaient la masse du peuple de compte à demi avec la race conquérante et cette masse elle-même qui subissait, il est vrai, des avanies accidentelles, mais qui payait en définitive des impôts extrêmement faibles, et qui était exempte du service militaire, n'avait pas assez d'intelligence pour comprendre tout de suite le bien qu'on voulait lui faire.

Pourtant la disposition qui supprimait en principe les revenus ecclésiastiques, devait être aussi populaire dans les campagnes qu'elle était mal vue au Phanar. Le patriarche et les métropolitains qui formaient le synode, dissimulaient à peine leur désespoir. Ils avaient éprouvé un tel saisissement à l'énoncé public du paragraphe qui concernait leurs prébendes, que les autres articles leur avaient échappé et l'on rapporte que l'archevêque de Nicomédie, en voyant replacer dans son enveloppe de satin le firman dont on venait d'achever la lecture, dit : « Prions Dieu qu'il y reste. » Son vœu devait être

exaucé en plus d'un point, et l'on pourra bien dire souvent, en rappelant cette métaphore, que le *Hatti-Humayoun* « est resté lettre morte ».

« L'union et l'égalité, devise désormais officielle, choquaient les musulmans sans être agréée par les raïas toujours méfiants et haineux et il était clair qu'en s'appliquant à mériter la place que l'Europe lui avait reconnue pour la première fois, la Sublime-Porte, loin de trouver un appui dans l'esprit public aurait à lutter contre lui. »

Voyons maintenant le sort du *Hatti-Humayoun* Aali et Fuad pachas, avec des qualités éminentes et des intentions sincères, travaillaient pour bien appliquer les réformes tant promises. Mais il ne dépendait pas d'eux seuls que la réforme fût plus efficace et plus prompte. Toutes sortes de circonstances empêchaient la réalisation des promesses impériales. Il est vrai que le *Hatt* de 1856 n'était pas à proprement parler un acte législatif susceptible en toutes les parties d'une application immédiate, il proclamait seulement les nouveaux principes sur lesquels devait reposer une législation encore à faire. Il fallait refondre et créer la plupart des lois destinées à régir l'ensemble des provinces. Il fallait aussi tenir compte de la différence des provinces, de leurs mœurs, de leurs usages, etc.

« Il était à craindre que l'introduction des changements simultanés et uniformes dans toutes les par-

ties de l'Empire, n'augmentât la confusion et l'anarchie ».

Mais le mal résidait surtout dans la manie de centralisation des affaires entre les mains du chef de l'État. D'un autre côté, il régnait alors une sorte de panique financière qu'avait augmentée partout le prix des denrées usuelles et fait disparaître les espèces métalliques. Le mécontentement devenait général. Abdul-Medjid dut commencer les réformes par celle de son palais,

« Partout s'affirmait une tendance spontanée vers un avenir meilleur et, en ce moment, il y eut réellement en Turquie une opinion publique mue par le sentiment d'un même besoin, sinon par les mêmes idées. Ce besoin était celui d'un changement ». L'anarchie ravageait les provinces et la détresse financière était à son comble. « Tant que le *Hatti-Humayoun* restait à l'état de simple projet, il ne serait qu'un brandon de discorde entre les classes hostiles qu'ils devaient réconcilier, les chrétiens pouvaient occasionnellement s'en faire un drapeau et les mahométans, un épouvantail ». Il fallait des actes, mais le pouvoir était inerte. Nous verrons tout à l'heure le terme du mémorandum du 5 octobre 1859.

Ainsi Abdul-Medjid, faible et versatile sans voir l'accomplissement de son œuvre, mourut le 25 juin 1861. Tout était à faire. L'Europe, qui avait reçu la Turquie dans sa grande famille en 1856, ne pouvait

rester indifférente à l'échec du *Tanzimat*. Des projets de réforme et des discussions diplomatiques occupaient les chancelleries, mais les rivalités des puissances empêchaient toujours les décisions collectives et radicales pour obliger la Turquie à se réformer et à tenir sa promesse.

Côté diplomatique du Hassi-Humayoun de 1856.

— Au Congrès de Paris, les puissances déclarèrent apprécier l'importance du *Hatti-Humayoun* récemment émané de la volonté souveraine du sultan ; cet acte, dont chaque paragraphe atteste hautement les intentions bienveillantes du souverain, réalise et dépasse même toutes leurs espérances (1). Mention en est faite dans le traité de paix, en des termes qui laissent à la Turquie son entière indépendance pour le présent et pour l'avenir, suivant le désir de l'Europe.

L'article 9 du traité de Paris (30 mars 1856) est ainsi conçu :

Sa Majesté Impériale le Sultan, dans sa constante sollicitude pour le bien-être de ses sujets, ayant octroyé un firman qui, en améliorant leur sort sans distinction de religion ni de race, consacre ses généreuses intentions envers les populations chrétiennes de son empire, et voulant donner un témoignage de ses sentiments à cet égard, a résolu de communiquer aux puissances contractantes le dit firman spontanément émané de sa volonté souveraine.

1. Protocole, n° 14.

Les puissances contractantes constatent la haute valeur de cette communication. Il est bien entendu qu'elle ne saurait, en aucun cas, donner le droit aux dites puissances de s'immiscer soit collectivement, soit séparément dans les rapports de Sa Majesté Impériale le Sultan avec ses sujets, ni dans l'administration intérieure de son empire.

Trois ans s'écoulèrent. Le 5 octobre 1859, un mémorandum des puissances contractantes du traité de Paris exprime « le regret de voir que la Turquie ne s'aide pas par elle-même, qu'elle ne procède pas à une application graduelle et soutenue des réformes, qu'une suffisante impulsion ne se manifeste pas pour atteindre le but marqué par le firman de 1856 ».

Sultan Abdul-Aziz (1861-1876). — L'avènement d'Abdul-Aziz retarde un peu l'intervention européenne. L'Europe veut faire crédit au nouveau sultan, mais celui-ci, ombrageux et despote, ne fait qu'aggraver la situation déjà lamentable de son empire.

Sous son règne, les finances occupent la première place.

Abdul-Aziz dans son *Hatti-Chérif* d'avènement déclare vouloir continuer la politique libérale et progressive de son frère. Le manifeste impérial insiste tout particulièrement sur la nécessité de relever le crédit de l'État et d'assurer à tous ses peuples une justice égale et toute paternelle.

L'œuvre la plus intéressante de son règne est la loi sur les *vilayets*. Nous avons vu au paragraphe précédent qu'au commencement, l'empire était divisé en gouvernements (*livas* ou *sandjaks*) et gouverné par des *mirilivas* et des *beylerbears*, et qu'il y avait deux grands gouverneurs : un pour la Roumélie, un pour l'Anatolie. Mahmoud II avait simplifié cette division en créant de grandes provinces (*éyalets*) qui durèrent jusqu'en 1864. Juste à ce moment le système français prédominait sur les rives du Bosphore. En exécution de l'article 13 du *Hatti-Humayoun* on créa la grande province du Danube pour appliquer la nouvelle loi sur les vilayets, traduite et adaptée de la législation administrative française.

Aali et Fuad pachas voulaient aussi mettre en pratique le principe de la participation du peuple aux affaires publiques et corrigeaient ainsi l'absolutisme inévitable du système de la centralisation. D'après la loi de 1864, *le vilayet* se divise 1° en *sandjaks* (départements) administrés par des *mutessarifs* ; 2° des *kazas* (cantons), administrés par des *kaïm-makams* ; 3° des *nahiës* (communes) administrés par des *mouthars* ou *mudirs* (1). Chacune de ces circons-

1. Le professeur Mustapha Chéref-bey, député de Konia, dans son remarquable ouvrage écrit en turc sur *le Droit administratif des vilayets*, p. 44-45, critique cette première loi des vilayets de 1281 en démontrant justement que la loi n'indique pas assez la compé-

criptions est pourvue d'un conseil et d'un tribunal dont les membres sont en majeure partie électifs, tant parmi les musulmans que parmi les chrétiens.

« Avec cette loi en théorie le peuple est appelé à participer à la gestion de ses intérêts, en concourant à l'institution des fonctionnaires préposés au service de l'administration locale. Le principe démocratique de l'élection est dûment reconnu, mais malgré le libéralisme de cette loi, l'égalité et le libre exercice de leurs droits ne sont pas assurés aux chrétiens, car les comités électoraux qui dressent la liste des citoyens éligibles et dont la désignation est exclusive de tout autre choix, sont composés de majorité de musulmans, et le triage définitif des candidats appartient à l'administration. »

L'égalité relative n'était point non plus observée dans les cours civiles et criminelles qui remplaçaient les anciens tribunaux. Ces cours, sauf celle de commerce, devaient être partout présidées par des ulémas.

Sans doute une amélioration notable, dit M. Engelhardt, résultait du fait que les pouvoirs administratifs ou exécutifs étaient plus ou moins séparés du pouvoir judiciaire. Mais la loi des vilayets attribuait

tence des fonctionnaires, d'où l'impossibilité de tirer avantage de cette loi. Il dit aussi que le règlement sur l'administration des vilayets de 1286 a un peu corrigé la loi de 1281, mais il est aussi très mal fait.

aux *valis* un pouvoir discrétionnaire dans les différents services placés sous ses ordres.

Malheureusement l'élaboration d'une loi sur les *vilayets* ne supprimait pas tous les maux dont souffrait la Turquie. D'ailleurs d'après le prince Gortschakoff, « tous les sujets du sultan, sans distinction de culte et d'origine, ne s'accordaient que pour déplorer ces réformes et entraver leur application ».

L'Europe, qui ne manque aucune occasion d'intervenir dans les affaires intérieures turques, a deux systèmes : l'un français, l'autre russe, pour guérir la Turquie des maux qu'elle endure.

L'unification égalitaire que Mahmoud II aurait pu accomplir dans l'exercice de sa puissance illimitée était-elle encore possible après cinq siècles de séparation légale ?

La France voulait, à la façon napoléonienne, fondre en un seul peuple toutes les races et religions de l'Empire, les amalgamer par la communauté d'instruction, l'égalité des droits et la solidarité des intérêts. Au contraire, la Russie voulait scinder le problème : au *kalife*, maître absolu des corps et des âmes, on laissera la disposition complète de ses musulmans ; au *sultan*, souverain des chrétientés, l'Europe imposera des conditions et puisque « l'expérience a prouvé que des réformes émanant de l'initiative du gouvernement turc et abandonnées à son exécution irresponsable, sont insuffisantes et inefficaces, il en résulte

pour les puissances l'obligation morale d'aviser à des moyens plus pratiques, non seulement pour les recommander ou en constater la valeur, mais pour veiller d'un commun accord à leur stricte et loyale application » (1).

Un mémorandum russe sur les réformes mentionnait que : « Le principe d'autonomie devrait servir de base fondamentale à l'organisation administrative de toutes les provinces de la Turquie d'Europe. »

L'Europe et la Turquie préférèrent le remède français qui, n'améliorant peut-être pas beaucoup, n'empire du moins que lentement l'état général du malade ; le remède russe pourrait en amener la fin soudaine : de l'autonomie à l'indépendance, le passage est trop facile, trop séduisant. Tout de même, la Russie obtient un statut pour la Crète et des réformes générales pour les autres provinces sous la surveillance d'un *Conseil d'État* à la française.

Le parallélisme russe, l'on ne peut en disconvenir, répondait dans une certaine mesure à la tradition et aux intérêts des peuples ottomans. Mais l'idée d'une séparation complète des raïas eut été tout au moins discutable si la Porte avait systématiquement repoussé tout concours étranger dans la sphère des intérêts musulmans proprement dits. Elle réclamait,

1. V. Bérard, *Révolution turque*, p. 73-74.

au contraire, pour la réforme de ses lois administratives, financières et judiciaires, sinon la collaboration directe de l'Europe, du moins son aide et ses conseils. (1).

Une fois de plus, la Porte retarde l'intervention de l'Europe et surtout l'exécution du projet russe d'autonomie. L'Europe laisse faire. Ainsi la Turquie peut écraser l'insurrection crétoise (1869) et Midhat Pacha peut terroriser en Bulgarie le panslavisme. Fuad et Aali pachas reprennent l'œuvre de Medjid. On constitue un ministère de l'Intérieur, on refond les tribunaux, on essaye un Code civil, on introduit le système métrique, on crée le lycée à la française de Galata-Séraï, on prépare un grand plan de chemins de fer et de travaux publics, on veut séculariser les *vakoufs*, on donne le droit de propriété aux Européens. Une loi des *vilayets* prépare la réforme radicale.

Mais malheureusement Aali Pacha meurt trop tôt (1871), juste au moment où la défaite de la France et la Conférence de Londres permettent à la Russie de jouer le premier rôle. Le général Ignatief obtient pour les Bulgares l'institution d'une Église qui donnera un Exarque, une hiérarchie, des écoles et des chefs à leur nation.

1 Engelhardt, *le Tanzimat*, t. II, p. 5.

Quant au Sultan Abdul-Aziz, il n'a qu'un souci : trouver chaque semaine quelques millions pour satisfaire ses fantaisies. Au bout de huit années (1867-1875), le remède à la française apparaît comme inutile ; alors la Russie avec Berlin et Vienne prend la direction des affaires d'Orient.

Abdul-Aziz, dans un *iradé*, en octobre 1875, promet de nouvelles réformes ; mais après quinze ans de règne, il a ruiné l'État, il a porté la Dette publique de 18 millions à 200 millions. Pas d'argent, pas de réformes. C'est alors que le fameux chancelier austro-hongrois Andrassy prépare sa célèbre note. En 1876, le Sultan fait les mêmes promesses, mais la Russie et les deux autres empereurs, au lieu des réformes dans tout l'Empire, demandent des mesures immédiates applicables à la Bosnie et à l'Herzégovine insurgées. En 1876, la note Andrassy à l'adhésion de l'Angleterre, de la France et de l'Italie. L'Europe unie proclame l'obligation de la Porte à des réformes pratiques et le droit des puissances à en poursuivre l'exécution. Un mémorandum affirme non seulement le droit moral des puissances à exiger les réformes et à en surveiller l'exécution, mais prévoit aussi « la sanction de mesures efficaces dans l'intérêt de la paix générale (1).

1. Victor Bérard, *Révolution turque*, p. 82 et suiv.

Quand on annonce la rencontre des trois chanceliers, une émeute de *softas* (étudiants en théologie et droit musulman) force Abd-ul-Aziz, le 10 mai, à prendre Midhat Pacha comme ministre sous un grand vizir nominal et comme cheikh-ul-islam Haïrullah-Effendi, l'un des chefs du parti réformateur. Malheureusement le Sultan s'obstine à vouloir gouverner à sa tête et refuse de réparer la banqueroute qui menace par une avance de 150 millions sur les 200 millions que possède sa liste civile. C'est alors que, dans la nuit du 30 mai, un complot militaire dirigé par Midhat et ses amis renverse Abd-ul-Aziz et appelle au trône l'héritier présomptif, Mourad V, qui s'engage à conserver les ministres patriotes et à réformer l'État : « La nécessité impose la reconstitution totale de l'État sur une base solide et juste. Notre désir est que les ministres soumettent à notre approbation leurs opinions sur les moyens et les principes qui, tout en respectant les lois du Chéri, doivent régir la réorganisation de notre Empire, de manière à procurer à tous nos sujets sans distinction, ni restriction d'aucune sorte, une liberté aussi complète que possible. »

Devant ce programme, les puissances ne peuvent que retarder la remise de leur memorandum, mais un nouveau coup d'État renverse alors Mourad V. Le 31 août, Midhat et ses amis lisent au peuple, devant la place de Top Kapou, le *fetva* du cheikh-ul-islam

permettant de déposer Mourad V parce qu'il est atteint d'aliénation mentale incurable (1).

Abd-ul-Hamid est proclamé Sultan le 1^{er} septembre. Avant de finir ce deuxième paragraphe concernant la réforme du *Tanzimat*, il nous faudra sommairement passer en revue le *Tanzimat*.

Le *Hatti-Humayoun* de 1856 n'a été appliqué que dans les parties concernant la tolérance religieuse et le maintien des privilèges partiellement révisés des différentes communautés non musulmanes.

Mais le *Tanzimat* n'a pas pu modifier les conditions sociales de la Turquie au point de vue civil et politique. La plupart des réformes tentées par le *Tanzimat* sont restées sans effet, parce que les préjugés populaires et les mœurs publiques ont empêché la réforme. « La réforme a été combattue par ceux qu'elle devait atteindre; elle n'a pas été soutenue par ceux qu'on pensait affranchir. Tandis qu'ailleurs une révolution qui commence a d'ordinaire un parti dont l'ardeur compense la faiblesse numérique, en Turquie le *Tanzimat* n'a eu d'autres adhérents convaincus que les quelques hommes d'État qui l'ont conçu sous l'influence étrangère ou qui en ont fait le programme de leur politique (2). »

Sans doute Rechid, Aali et Fuad étaient sincère-

1. Ali Haidar Midhat bey, *Midhat Pacha et sa vie*, p. 58 et suiv.

2. Engelhardt, *le Tanzimat*, t. I, p. 254 et suiv.

ment pour le progrès. Mais ils étaient les seuls, ils n'étaient point secondés. Bref, « la Turquie a été jugée incapable de se relever par ses propres forces et l'Europe a résolu de suppléer par elle-même à son impuissance ».

CHAPITRE III

LA CONSTITUTION

ABDUL-HAMID

Les Jeunes-Turcs ont déjà un siècle d'existence. Sélim III était Jeune-Turc, Mahmoud II, Medjid Réchid, Aali et Fuad également, mais ils concevaient la *Jeune-Turquie* tout autrement que les Midbat et les *Unionnistes* (Comité Union et Progrès).

Les anciens Jeunes-Turcs voulaient avec raison des réformes purement administratives, ils voulaient commencer par le commencement : l'égalité de tous les sujets ottomans, un bon gouvernement centraliste, un despotisme éclairé, en un mot, tout le programme du *Tanzimat*. Nous venons de voir que, pour mille raisons, ce programme n'a pu être réalisé et c'est regrettable, car il était beaucoup plus conforme aux besoins de la Turquie, qu'un régime constitutionnel et parlementaire.

L'échec du *Tanzimat* précéda l'avènement des nouveaux Jeunes-Turcs, constitutionnels au pouvoir. « Il leur paraissait que le pouvoir suprême devait

subir la loi commune et qu'il n'y avait aucune raison de le laisser intact tandis que l'on réformait toutes les institutions de l'État. »

On peut considérer que le premier programme écrit des Jeunes-Turcs date de 1848 et qu'il est l'œuvre de Hayreddin-Pacha, sous le titre de *Réformes nécessaires aux États musulmans* (1).

L'idée principale est celle-ci : le gouvernement d'un seul est toujours dangereux, quelle que soit la supériorité du chef. « En Turquie, les savants qui ont écrit sur la partie politico-religieuse de la jurisprudence musulmane sont unanimes dans leurs interpellations qui ont force de loi et soutiennent que la délégation même de la plupart des pouvoirs souverains n'est pas une limitation de la souveraineté, mais qu'elles constituent au contraire un des droits souverains admis par la religion mahométane (2) ».

Jusqu'aux Jeunes-Turcs, le gouvernement était resté indépendant de l'opinion publique dans ses tentatives de réformes ; il n'avait pas eu à compter avec elle dans l'exercice de ses attributions exécutives. *La réforme ne venait que d'en-haut*. La puissance du Sultan avait gardé son caractère discrétionnaire et personnel ne reconnaissant d'autre limite que celle imposée par le *Koran*. Halil Pacha dans ses

1. Engelhardt, *le Tanzimat*, t. I, p. 200 et suiv.

2. Voir Chapitre I^{er}, § 1^{er}, p.

Mémoires, écrivait en 1867 « que le régime constitutionnel peut sauver et consolider la Turquie. Une Constitution, en effaçant les distinctions politiques et sociales entre les musulmans et les chrétiens, placera les uns et les autres sous l'égide de la même justice réparatrice. La garantie des droits de chacun fera naître chez tous le sentiment du devoir. La résurrection de la vie politique et sociale en Turquie fera surgir instantanément l'amour du travail et avec lui la richesse publique. »

Ainsi tous les Jeunes-Turcs intellectuels et patriotes désiraient une Constitution qui remédierait à tout. Dans leur bel idéal, ils oubliaient de considérer leur milieu et ses exigences, et surtout les peuples ottomans si différents les uns des autres. S'ils avaient analysé psychologiquement la mentalité, les capacités, et l'idéal du peuple qu'ils voulaient diriger, ils n'auraient jamais été si théoriques, si objectifs et même si utopistes.

La Constitution. — Dès l'avènement d'Abdul-Hamid (1^{er} septembre 1876), il y avait urgence à apaiser l'Europe par un signe éclatant d'énergie et de vitalité nationales, et le gouvernement devait entreprendre de résoudre seul le problème de son salut. Hamid avait accepté les conditions des Jeunes Turcs, afin de monter le plus tôt possible sur le trône. Ceux-ci lui avaient imposé : 1^o la promulgation sans délai d'une Constitution ; 2^o l'engagement de ne

prendre l'avis que de ses conseillers responsables, dans les affaires publiques ; 3° que des partisans de la Constitution seraient nommés secrétaires du Sultan. Après avoir ainsi résolu en principe l'essai d'une Constitution qui devait placer les droits reconnus aux peuples ottomans sous la sauvegarde d'une assemblée populaire, une commission présidée par Server-Pacha, se réunit à la Porte pour arrêter les bases du nouveau statut de l'Empire.

Le principe de la limitation des pouvoirs du souverain fut accepté facilement. Le Cheik-ul-Islam fit admettre le principe de la présence des chrétiens au Parlement.

Safvet-Pacha, ministre des Affaires étrangères, fit observer que le principe de la participation des citoyens aux affaires publiques était déjà consacré par la loi des vilayets depuis 1864. En annonçant cette nouvelle réforme applicable à tous les Ottomans, Safvet-Pacha entendait prévenir et rendre superflues les réformes particulières que les puissances garantes projetaient dans les provinces serbes et bulgares, et qu'une délégation européenne devait élaborer à Constantinople.

Le 1^{er} décembre, la Constitution était achevée, mais le projet primitif, de Midhat Pacha — qui n'a heureusement pas été admis — était beaucoup plus large et libéral. (1)

1. Engelhardt, *Tanzimat*, t., 2, p. 23 et suiv. Et voir Midhat-Bey, *Vie de Midhat-Pacha*.

Sans conteste, Midhat était un des plus grands administrateurs que la Turquie eût connus. Mais, comme législateur de la Constitution, il n'est pas aussi éminent qu'on le croit. Malheureusement ce pressé ministre n'était pas du tout psychologue. Il prétendait avec une loi changer de fond en comble le caractère de son pays. Il voulait absolument faire œuvre nouvelle et libérale en enfantant une Constitution traduite et importée des pays les plus avancés de l'Europe. S'il avait connu l'histoire de l'évolution politique de l'Europe, il n'aurait pas introduit cette loi libérale dans un milieu retardataire et que rien n'avait préparé à une vie parlementaire.

En principe, une loi ne peut être efficace qu'appliquée dans son pays, car elle a été émise en vue de ses besoins. Si l'on veut prendre telle qu'elle une loi étrangère, comme les besoins ne sont pas les mêmes, fatalement la loi importée échoue et devient nuisible.

A la rigueur on pourrait introduire des lois étrangères secondaires et techniques, mais pour une loi aussi importante que la loi constitutionnelle, on ne doit jamais recourir à un pastiche. Car une Constitution doit être l'œuvre de l'histoire, de la race, de la religion, de tout ce qu'il y a de sacré et de particulier à une nation. Or, Midhat, sans jamais se soucier de ces questions essentielles, a introduit en Turquie une Constitution des plus libérales sur un terrain qui n'était pas préparé. Dans un pays où même le

modeste *Tanzimat* n'a pas été bien accueilli du peuple, comment eût-on pu faire accepter un régime parlementaire ? Non seulement cette loi n'a pu être exécutée en 1877, mais même aujourd'hui elle est impraticable.

D'ailleurs, avons-nous réellement besoin d'un régime parlementaire ?

Malgré ces objections, toutes justifiées et de tout temps émises, la Constitution fut solennellement promulguée le 23 décembre 1876, le jour où la commission européenne dont la circulaire anticipée de Safvet-Pacha n'avait pas réussi à empêcher la convocation, se réunissait en séance plénière au palais de l'amirauté. Safvet-Pacha faisait dire alors à l'Europe que « la Constitution n'est pas une promesse, c'est un acte réel et formel qui est devenu la propriété de tous les Ottomans ».

Cette loi était donc un acte synallagmatique et irrévocable, une loi suprême que le souverain ne pouvait plus abolir, suspendre ou changer, sans l'adhésion du Parlement.

Mais l'Europe ne la prit pas au sérieux. Abd-ul-Hamid et les Jeunes-Turcs estimaient que les travaux de la conférence de Constantinople seraient jugés superflus ; cependant les plénipotentiaires des puissances continuaient de siéger, d'élaborer un programme. Le général Ignatieff déclare « que le cabinet de Berlin pousse la Russie aux résolutions belli-

queuses ». C'est en vain que les délégués ottomans invoquent « la volonté de la nation », et que Midhat-Pacha implore une dernière fois la bienveillance de l'Angleterre (1). Pour empêcher l'Europe d'agir, la Porte devenait de jour en jour plus libérale et moins turque. Midhat alla même jusqu'à séparer le *kalifat* du *sultanat* (2).

D'après lui, « la Constitution devait créer un citoyen nouveau, l'Ottoman, c'est-à-dire un sujet qui pouvait être mahométan ou chrétien, et devenir dans la véritable acception du mot, un patriote ». On était arrivé à ce point que le pouvoir temporel des sultans n'était plus un attribut de leur kalifat. Ils devenaient, comme dans les monarchies chrétiennes, une fonction publique s'exerçant dans les limites déterminées sous le contrôle et avec la coopération des mandataires du peuple.

Malgré tout cet optimisme officiel, on ne pouvait pas cacher la grande vérité : *la Constitution ne correspondait pas aux besoins et à l'état du peuple.*

Au lieu de laisser la Constitution mourir naturellement, étant transplantée dans une atmosphère qui ne lui convenait pas, Abd-ul-Hamid la tua afin de la rendre aux yeux des Jeunes-Turcs et de l'Europe, sacrée, persécutée et martyre. Mais avant l'œuvre

1. V. Bérard, *Révolution turque*, p. 98 et suiv.

2. Voir Engelhardt, *le Tanzimat*, t. II, p. 167.

capitale, il la fit servir à ses desseins despotiques.

Le 19 mars 1877, il ouvrait solennellement le premier Parlement ottoman. Il prononça un discours plein de libéralisme et de promesses qui émut l'Angleterre. Cette assemblée était composée de sénateurs nommés par le Sultan et de députés — en dépit du projet de loi électorale nouvellement préparé — désignés par les administrations des provinces. Ils ne représentaient donc pas le peuple.

Le Parlement ottoman est mis sous la présidence d'un adversaire de Midhat et des idées constitutionnelles, Ahmet-Vefik Effendi qui dirigea les débats avec beaucoup de zèle, donna son opinion personnelle et la discuta. Bref, il oublia que le rôle d'un président de la Chambre est bien plus celui d'un chef d'orchestre que celui d'un soliste (1).

La majorité du Parlement était tellement docile au gouvernement, qu'elle acceptait sans opposition toutes ses propositions, en disant : *Oui, monsieur (Evet effendim)*, mot qui resta célèbre.

C'est à la politique extérieure qu'Abdul-Hamid essaya de limiter les discussions du nouveau Parlement. Le protocole de Londres remis le 3 avril 1877 à la Porte n'a pas eu de succès, la Porte se retrancha devant la « volonté de la nation » et déféra au

1. *Journal des débats*, 5 avril 1877.

Parlement la question qu'il résolut suivant le désir du gouvernement.

Par une circulaire du 9 avril, la Porte proteste contre les résolutions prises à Londres, sans son concours, et qu'on prétend lui imposer contrairement à l'indépendance de la Turquie. Le Parlement approuve à l'unanimité cette circulaire de la Porte parce qu'elle est de nature à raffermir les droits et l'indépendance du gouvernement impérial, ce qui est le désir de tous les fidèles serviteurs de l'Empire. En réponse, Pétersbourg publie, le 19 avril, la circulaire du prince Gortschakoff; la Porte refusant d'exécuter ses promesses de réformes, la guerre est rendue nécessaire par l'obligation où se trouve la Russie de remplir son devoir envers les populations chrétiennes. Le 24 avril, le jour même où le tsar signe le manifeste de l'ouverture des hostilités, paraît la réplique de la Porte. La Turquie refuse, non pas les réformes, mais seulement une surveillance humiliante et un contrôle incompatible avec l'indépendance que lui ont garantie les États signataires du traité de Paris (1).

Le gouvernement fait voter tout de suite au Parlement ottoman un emprunt et une loi sur la Presse, d'inspiration française. Le Parlement est dissous en juillet 1877.

1. V. Bérard, *Révolution turque*, p. 104 et suiv.

Le second Parlement est convoqué. Ce Parlement est élu, non d'après le règlement électoral, mais d'après un décret provisoire qui met les élections encore au choix des fonctionnaires.

Le discours du Trône du 13 décembre 1877 fait appel à tous les sujets pour la conservation des droits de l'Empire et répète que l'unique salut est dans l'exécution de la Constitution.

Mais, durant les mois de décembre 1877 et janvier 1878, l'opposition dans le Parlement hausse la voix à mesure que les nécessités de la médiation et de l'armistice rendent le Palais plus désireux de garder cette façade constitutionnelle dont l'Angleterre fait une condition de son amitié.

Abdul-Hamid, malgré l'Angleterre, ne peut pas supporter davantage la présence d'un Parlement où les velléités d'opposition ne manquent pas. Sur les remontrances russes contre la Turquie constitutionnelle, le 14 février 1878, le jour où la flotte anglaise arrive au secours de Constantinople, Abdul-Hamid signe un message impérial prorogeant le Parlement.

En 1878, les réformes ottomanes entrent dans le droit international avec l'article 23 du traité de Berlin. La Porte prend un engagement formel de réformes, envers les puissances contractantes.

Depuis 1876, l'Angleterre et Midhat-Pacha ont changé d'opinion. La défunte Constitution ne leur semble plus le remède universel ; ils veulent des

réformes locales, tenant compte des mœurs et des coutumes de chaque province. Ils ne demandent plus que la Turquie élise un Parlement ; pour l'heure présente, il faut à chaque province un vali capable et honnête auquel il serait accordé pleins pouvoirs d'appliquer toutes les réformes administratives, financières et d'utilité publique exigées par les conditions du pays et des populations.

Mais Abdul-Hamid, devenant toujours plus despote, ne veut entendre parler ni de la Constitution qu'il a tuée, ni des Jeunes-Turcs ; il soupçonne surtout Midhat. Il s'est débarrassé des principaux conjurés de 1876 ; il a exilé en Anatolie et à La Mecque le grand vizir et le Cheikh-ul-Islam qui déposèrent Abdul-Aziz ; il a soumis la Porte à ses caprices ; il ne prend plus comme grands vizirs que ses anciennes créatures qui, lui devant tout, ne lui refusent rien. Le despotisme règne en maître. Midhat-Pacha est étranglé dans son exil.

Jusqu'à la Révolution de 1908, Hamid règne en despote ; personne, dans tout le pays, n'ose le braver. Pendant plus de trente ans, un régime inouï de compression morale, de fanatisme, de dilapidations éhontées a été supporté par le malheureux peuple ottoman, grâce à l'habile système d'espionnage qui permettait de supprimer par la prison, l'exil ou des procédés plus sommaires encore, toute velléité d'opposition, mais cela ne pouvait pas durer, l'an de

grâce arriva. En juillet 1908, la révolution éclata en Macédoine pour demander le rétablissement de la Constitution de 1876 qui devait, disait-on, mettre fin au règne ensanglanté d'Abdul-Hamid et ouvrir enfin l'ère de l'Union et du Progrès.

Longtemps ce furent les non-Turcs et surtout les chrétiens qui agitèrent, ceux-ci une région, ceux-là une autre de l'empire ottoman. Les organisations qui passaient des projets aux actes étaient bulgares, grecques, serbes, arméniennes, voire même albanaises ou arabes (1).

Avec l'entrée en scène savamment et patiemment préparée des Jeunes-Turcs et du Comité : « *Union et Progrès* », nous assistons à une action turque et musulmane dominante, dont les effets s'étendent à tout l'Empire.

Les Jeunes-Turcs n'avaient pas en face d'eux un parti, mais un ensemble de coterie de pillards fortes seulement parce qu'elles détenaient le pouvoir et parce que le Sultan les soutenait. Les Jeunes-Turcs sont avant tout des patriotes et des nationalistes ; ils ont attaqué les coterie ministérielles par-dessus tout, parce qu'elles laissaient l'Empire ouvert à l'intervention étrangère et à l'acheminement vers l'abîme. Les Jeunes-Turcs n'ont pas voulu que le grand édi-

1. *La vie politique dans les deux mondes*, 1907-1908, p. 337 et suiv.

fice ottoman devint ou plutôt restât une immense ruine ; ils ont entrepris sa restauration ou plus exactement sa reconstruction. Ils ne veulent pas entendre parler d'autonomie régionale ou nationale. Au moment de la crise décisive, les Jeunes-Turcs ont songé à déposer Abdul-Hamid ; s'ils n'en sont pas venus là, ce n'est pas seulement parce qu'Abdul-Hamid a eu la suprême habileté politique de céder à temps et très complètement ; c'est encore, c'est peut-être surtout parce qu'ils ont eu le sentiment très net et pour eux déterminant qu'Abdul-Hamid, avec son expérience et son sens diplomatique, avec son passé panslamique, était dans l'Empire et dans l'Islam une force dont la disparition serait irréparable.

Parmi les Jeunes-Turcs beaucoup aiment et ont fait leurs les principes politiques occidentaux ; beaucoup aussi veulent, comme les Japonais, emprunter à l'Occident ses moyens de force pour affranchir l'Orient.

L'ère constitutionnelle ottomane s'ouvre par une formidable et superbe explosion de joie très maitresse d'elle-même ; tout le monde se laisse aller à un irrésistible et sublime élan de réconciliation et de fraternité.

On commence les élections, d'après la loi constitutionnelle et la loi provisoire (électorale) ; le Comité « Union et Progrès » dirige les opérations électorales

avec le gouvernement qui est tout acquis aux idées nouvelles. On voit dès la première application que l'ancien projet de loi électorale est défectueux. Enfin, les élections sont faites avec plus ou moins de justice, le peuple ne comprend presque rien à toutes ces questions.

Abdul-Hamid, malgré ses serments de fidélité à la constitution, ne peut pas la souffrir. Un vaste complot a été ourdi contre le nouveau régime sous sa direction. Des *softas* et des soldats de la capitale, payés par les réactionnaires, déclarent que la loi du *Chéri* n'est plus respectée. Une ligue mahométane, fondée depuis environ un mois, agit vigoureusement ; le parti *Union libérale* composé des réactionnaires, se mêle aux mécontents contre l'*Union et Progrès* et le nouveau régime. Le 13 avril, une révolution réactionnaire éclate à Constantinople. Les soldats désertent leurs casernes et tuent leurs officiers. Mais le Sultan tient pour les rebelles et veut les amnistier. Devant l'hostilité de la capitale, les partisans du Comité « Union et Progrès » s'éclipsent. Tevfik-Pacha est nommé grand-vizir. Le calme extérieur renaît dans la capitale.

Mais les Jeunes-Turcs ne se tiennent pas pour battus. En Macédoine, le 2^e et le 3^e corps d'armée se préparent sous le commandement de Mahmoud Chevkét-Pacha. L'armée de la Roumélie marche sur Constantinople. En même temps, les membres du

Sénat et de la Chambre des députés se réunissent en congrès à San-Stéfano. La flotte est avec les Jeunes-Turcs. Le 24 avril, l'armée de Chevket-Pacha entre à Constantinople. Quelques casernes restées fidèles à Abdul-Hamid veulent résister, mais l'armée libératrice les brise.

Le Parlement reconstitué à San-Stéfano approuve l'état de siège qui va être établi pour un an et qui durera toujours.

Le 27, le Parlement décide à l'unanimité de détrôner Abdul-Hamid. Le *fetva* est formel ; le Sultan est coupable d'avoir profané les Écritures-Saintes, et responsable de l'effusion de sang. Quelques sénateurs et députés vont à *Yldiz* signifier à Abdul-Hamid qu'il n'est plus Sultan. On l'embarque dans un train à destination de Salonique où il va être enfermé.

Le premier Sultan de la liberté, Mahomet V monte, sur le trône. Sa proclamation, son serment, la vénération des reliques du prophète, la cérémonie de la mosquée d'Eyoub où il ceint le sabre du prophète se passent simplement. L'état de siège règne à Constantinople. Mahmoud Chevket-Pacha et le conseil de guerre, qui appliquent l'état de siège, sévissent terriblement. Les exécutions se succèdent. Les ulémas rassurent l'opinion en déclarant que la Constitution est parfaitement conciliable avec les lois religieuses.

Les Jeunes-Turcs redeviennent ainsi encore une fois maîtres de la situation. Il s'agit maintenant de régénérer et de façonner l'Empire ottoman, d'en lier les parties de natures et d'inspirations si diverses, de donner à son ensemble un caractère à domination turque, de sauvegarder l'intégrité de son territoire subsistant, de l'outiller économiquement et de lui donner, sur terre et sur mer, une imposante force militaire afin qu'il soit puissant dans la paix comme dans la guerre, et indépendant.

En 1909, la Chambre vote la revision de la Constitutionnelle. Mais le Sénat ne se hâte pas à la discuter. C'est alors qu'un effort est fait au Sénat, par Damad Férid-Pacha, contre le texte nouveau, tel qu'il est sorti des délibérations de la Chambre. Il dit que les députés ont voté alors qu'ils étaient encore dominés par les sentiments nés pendant la lutte contre Abd-ul-Hamid ; ils se sont trop inspirés de la philosophie occidentale du XVIII^e siècle ; il est temps de revenir à la tradition ottomane ; il faut maintenir intégralement la Constitution de 1876, sauf le droit qu'elle donne au Sultan d'expulser de l'Empire un sujet ottoman.

Les Jeunes-Turcs se forment au pouvoir. En 1909, ils étaient excessivement libéraux, démocratiques et parlementaires.

Ils voulaient donner au peuple, à la souveraineté nationale, un très grand pouvoir. En droit, la Turquie devenait un pays parlementaire à l'excès. Mais

heureusement, la conception politique des Jeunes-Turcs est en évolution. Ils ne tardent pas à s'apercevoir que le salut est du côté du Sultan. Au lieu d'abaisser ses droits, il faut au contraire les augmenter, les fortifier. Car le *Sultanat*, la *Couronne*, c'est tout ce qu'il y a de plus réel en Turquie, tandis que la prétendue souveraineté nationale est loin d'être assurée. Les élections montrent assez clairement que le peuple est trop arriéré pour pouvoir profiter du régime représentatif. Avant de nommer des députés, il lui faut autre chose. Avant son éducation civique et politique, il lui faut une éducation primaire. Avant d'être souverain, le peuple veut être bien administré, bien préparé. Donc, l'expérience journalière démontre clairement aux Jeunes-Turcs la voie à suivre pour faire œuvre utile. C'est pour cette raison que presque tous les Jeunes-Turcs et le Comité Union et Progrès sont devenus plus respectueux de la Couronne. Et le Parlement qui vient d'être convoqué doit reviser la loi constitutionnelle, mais pas dans l'esprit de 1909. Il nous faut un régime constitutionnel et non parlementaire.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA LOI CONSTITUTIONNELLE DU 22 DÉCEMBRE 1876 (7 ZILHIDJÉ 1298)

Comme nous venons de le voir à la précédente partie, chapitre III, cette loi n'est l'œuvre ni de l'histoire comme la constitution anglaise, ni d'une assemblée constituante comme les lois constitutionnelles françaises. C'est une charte volontairement octroyée au peuple par Abd-ul Hamid; Midhat et ses amis avaient imposé à Abd-ul Hamid cette constitution en échange de son accession au trône. Quant au peuple, son rôle était nul, il n'avait rien fait pour mériter des droits politiques et parlementaires. C'est seulement en juillet 1908, que le peuple et l'armée de Macédoine se révoltent pour demander le rétablissement de la Constitution accordée en 1876 par Abdul-Hamid. Et encore, même en 1908, ce n'est pas tout le peuple qui prend l'initiative de la révolution, c'est un comité politique et secret, ce sont les intellectuels et les officiers Jeunes-Turcs de Macédoine et de Constanti-

nople et d'Europe qui font tout un mouvement révolutionnaire, la masse du peuple les acclame et les suit. Mais l'adhésion n'a pas été générale, un peu partout se trouvaient des réactionnaires et des conservateurs qui ne voulaient pas la Constitution, surtout en Albanie et en Kurdistan.

Cette constitution accordée en 1876, retirée deux ans plus tard, et rétablie en 1908, grâce au Comité Union et Progrès, est un peu modifiée et augmentée par le Parlement en 1909. Son caractère parlementaire se consolide, on veut donner presque toute la souveraineté au peuple et on dépouille le Sultan de bien des prérogatives, on oublie à la fois l'incapacité politique du peuple et les droits de la *Couronne* et du *kalifat*.

De l'article premier à l'article 7, on traite de l'Empire ottoman et du Sultan-Kalife.

ARTICLE PREMIER. — Affirme que l'Empire ottoman forme un tout indivisible.

ART. 2. — Que Constantinople est la capitale et ne possède ni privilège ni immunité qui lui soit propre.

ART. 3. — Aborde les droits et les devoirs du Souverain. Pour être Sultan et kalife suprême de l'Islamisme, il faut être l'aîné des princes de la dynastie d'Osman. Le nouveau souverain doit jurer fidélité à la Constitution, à la patrie et à la nation.

ART. 5 (modifié en 1909). — Le Sultan est irresponsable et sacré.

ART. 6 (modifié en 1909). — La liberté des membres de la dynastie ottomane, leurs biens personnels, leur liste civile

viagère sont sous la garantie de tous, article 7. Le Sultan compte au nombre de ses prérogatives souveraines : la mention de son nom dans les mosquées pendant les prières publiques ; la frappe des monnaies ; la collation des grades et des décorations ; la nomination aux hautes fonctions publiques, conformément aux lois spéciales ; le choix et la nomination du grand vizir et du cheikh-ul-islam ainsi que l'investissement de la charge des membres du cabinet que le grand vizir forme et présente à son approbation, et, en cas de nécessité, la révocation et le changement des ministres, selon les règles ; la sanction, la promulgation et la mise en vigueur des lois générales ; l'élaboration des règlements concernant les opérations des départements de l'État et la forme exécutive des lois ; l'initiative de toutes les lois ; le maintien et l'exécution des prescriptions des lois civiles et religieuses ; l'investiture des chefs des provinces privilégiées dans les formes qui leur ont été concédées ; le commandement des forces de terre et de mer ; la déclaration de la guerre ; la conclusion de la paix ; la commutation et la remise des peines prononcées par les tribunaux criminels ; la proclamation des amnisties générales approuvées par l'Assemblée nationale ; l'ouverture et la clôture des sessions parlementaires ; la convocation-anticipée de l'Assemblée nationale dans les circonstances extraordinaires ; la dissolution de la Chambre des députés, avec l'assentiment du Sénat conformément à l'article 35, sauf à faire procéder à de nouvelles élections et à convoquer la nouvelle Assemblée dans le délai de trois mois ; la conclusion de tous les traités. Seulement, l'approbation du Parlement est nécessaire pour la conclusion des traités qui concernent la paix, le commerce, la cession ou l'annexion de territoires, les droits fondamentaux et individuels des sujets ottomans, et qui nécessitent une dépense pour l'État. En cas de changement ministériel pendant les vacances du Parlement la responsabilité découlant de ce changement incombera au nouveau cabinet.

Les articles 8 jusqu'à 26 et les articles 119 et 120 garantissent les droits publics des Ottomans :

ART. 8. — Tous les sujets de l'empire, sans exception, sont appelés Ottomans.

ART. 9. — Tous les Ottomans jouissent de la liberté individuelle.

ART. 10 (modifié en 1909). — Cette liberté est absolument inviolable.

ART. 11. — L'islamisme est la religion de l'État qui protège aussi le libre exercice de tous les cultes reconnus dans l'Empire et maintient les privilèges religieux accordés aux diverses communautés non musulmanes.

ART. 12 (modifié en 1909). — La presse est libre dans les limites tracées par la loi, la censure préalable ne peut pas être exercée

ART. 13. — Les Ottomans ont la faculté de former des associations commerciales, industrielles ou agricoles dans les limites déterminées par les lois et règlements.

ART. 14. — Les Ottomans ont le droit de pétition à l'autorité compétente au sujet d'infraction aux lois ou règlements, commise soit à leur préjudice personnel, soit au préjudice de l'intérêt public ; ils peuvent aussi saisir le Parlement pour se plaindre des fonctionnaires ou employés de l'État.

ART. 15. — L'enseignement est libre à la condition de se conformer aux lois.

ART. 16. — Toutes les écoles sont placées sous la surveillance de l'État.

ART. 17. — Tous les Ottomans sont égaux devant la loi.

ART. 18. — La langue officielle de l'État est le turc ; pour être admis aux fonctions publiques il faut la connaître.

ART. 19. — L'aptitude, le mérite et la capacité sont les seuls qualités exigées de tous les Ottomans pour l'admission aux fonctions publiques.

ART. 20. — L'assiette et la répartition des impôts s'éta-

blissent en proportion de la fortune de chaque contribuable.

ART. 21. — La propriété immobilière est garantie; l'expropriation pour cause d'utilité publique doit avoir lieu contre le paiement préalable de la valeur de l'immeuble à exproprier.

ART. 22. — Le domicile est inviolable.

ART. 23. — Nul ne peut être astreint à comparaître devant un tribunal autre que le tribunal compétent.

ART. 24. — La confiscation des biens, la corvée et le djérimé sont prohibés, sauf en temps de guerre.

ART. 25. — Aucune somme d'argent ne peut être perçue à titre d'impôt ou de taxe, ou sous toute autre dénomination qu'en vertu d'une loi.

ART. 26. — La torture et la question sont complètement prohibées.

ART. 26 (art. 119, addition, 1909). — Les documents et lettres confiés aux bureaux de poste ne pourront être ouverts sans une décision du juge d'instruction ou du tribunal.

ART. 26 (art. 120, addition, 1909). — Les Ottomans ont le droit de se réunir. Est interdite la formation de sociétés contraires aux bonnes mœurs ou ayant pour objet de porter atteinte à l'intégrité territoriale de l'Empire, de changer la forme de la Constitution et du gouvernement, d'agir contre les dispositions de la loi constitutionnelle et de séparer politiquement les divers éléments ottomans. La formation des sociétés secrètes est aussi interdite.

Les articles 27 jusqu'à 37 traitent des ministres.

L'article 27, modifié en 1909, dit que le Sultan « confirme dans leurs fonctions par iradé impérial les autres ministres que choisit et propose le grand-vizir chargé par lui de la formation du cabinet ». Le

Cheikh-ul-Islam est nommé directement par le Sultan.

L'article 30, modifié en 1909, pose le principe de la responsabilité solidaire des ministres devant la Chambre des députés de la politique générale du gouvernement et individuellement de leurs actes personnels.

L'article 33 ne fait pas de différence entre les ministres et les particuliers en ce qui concerne leurs procès privés et étrangers à leurs fonctions.

Les articles 31, 32, 34, 92, 95, concernent la Haute-Cour.

L'article 35, modifié en 1909, parle du conflit possible entre le cabinet et la Chambre des députés et accorde à la représentation nationale le dernier mot.

L'article 36, modifié en 1909, admet les lois provisoires en l'absence du Parlement dont on fait trop usage.

Enfin, le dernier article qui traite des ministres, l'article 38, alinéa dernier, additionné en 1909, consacre définitivement le régime parlementaire :

« Tout vote de défiance émis par la majorité des députés à la suite de l'interpellation d'un ministre entraîne sa chute, de même que si ce vote de défiance est émis contre le président du Conseil, il entraîne la chute de tout le ministère. »

Les articles 42 jusqu'à 59 et 118 traitent de l'Assemblée générale.

ART. 42. — L'Assemblée générale se compose de deux Chambres : le Sénat et la Chambre des députés.

ART. 43 (modifié en 1909). — Le Parlement se réunit sans convocation, l'ouverture et la clôture de la session a lieu par iradé impérial. Aucune des deux Chambres ne peut se réunir hors le temps de session de l'autre Chambre

ART. 44 (modifié 1909). — Le Sultan peut, soit de lui-même, soit sur la demande écrite de la majorité absolue des députés avancer l'époque de l'ouverture du Parlement ou prolonger la durée de la session soit de son propre gré, soit sur la décision de l'assemblée elle-même.

ART. 45. — Le Sultan ou son représentant, en présence des ministres, ouvre solennellement le Parlement en donnant lecture du discours impérial.

ART. 46. — Tous les membres du Parlement jurent d'être fidèles au Sultan, à la patrie, à la Constitution, à leur mandat, et de s'abstenir de tout acte contraire à leurs devoirs.

ART. 47. — Les membres du Parlement sont libres dans l'émission de leurs opinions ou de leurs votes ; aucun d'eux ne peut être lié par des instructions ou promesses, ni influencé par des menaces, ils ne peuvent être poursuivis que dans le cas où ils auraient contrevenu au règlement intérieur du Sénat ou de la Chambre, auquel cas les dispositions édictées par le règlement leur sont appliquées.

ART. 48. — Tout membre du Parlement qui a la majorité absolue des deux tiers de la Chambre dont il fait partie, est accusé de trahison, de tentative de violation de la Constitution, ou de concussion, ou qui a été frappé légalement d'une condamnation à l'emprisonnement ou à l'exil, est déchu de sa qualité de sénateur ou de député. Le jugement et l'application de la peine appartiennent au tribunal compétent.

ART. 49. — Chaque membre du Parlement émet son vote en personne, il a le droit de s'abstenir au moment du vote.

ART. 50. — Nul ne peut être à la fois membre des deux Chambres.

Art. 51. — Les délibérations du Parlement ont lieu autant que la moitié plus un de ses membres se trouvent réunis, hormis le cas où la majorité des deux tiers est requise ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Art. 52. — Toute pétition relative à des intérêts privés, présentée à l'une ou l'autre Chambre, est rejetée si les recherches auxquelles elle donne lieu ont eu pour résultat de constater que le pétitionnaire n'est pas adressé en premier lieu aux fonctionnaires publics que la demande concerne, ou à l'autorité de laquelle relèvent ces fonctionnaires.

Art. 53 (modifié 1909). — L'initiative de la proposition d'une loi ou de la modification d'une loi existante appartient aux ministres, aux sénateurs et aux députés. Toute loi nouvelle élaborée ou toute loi modifiée par une des Chambres est transmise à l'autre, d'où, après approbation, elle est présentée à la sanction du Sultan.

Art. 54 (modifié 1909). — Les projets de loi sont d'abord soumis à la discussion et à l'approbation de la Chambre des députés et du Sénat ; mais ils n'ont force de loi que si, après avoir été adoptés par les deux Chambres, ils sont sanctionnés par irade impérial. Toute loi présentée au souverain doit être sanctionnée dans le délai de deux mois ou renvoyée pour être soumise à une seconde délibération. La loi renvoyée devant le Parlement pour une nouvelle délibération doit y reunir la majorité des deux tiers. Les lois dont l'urgence a été déclarée, sont sanctionnées ou renvoyées au Parlement dans un délai de dix jours.

Art. 55. — Un projet de loi n'est pas considéré comme adopté s'il n'a été voté successivement par la Chambre des députés et le Sénat, à la majorité des voix, article par article, et si l'ensemble du projet n'a reuni la majorité des voix dans chacune des deux Chambres.

Art. 56. — A l'exception des ministres, de leurs délégués et des fonctionnaires convoqués par une invitation spéciale, nul ne peut être introduit dans l'une ou l'autre Chambre, ni

admis à faire une communication quelconque, soit qu'il se présente en son nom, soit comme représentant un groupe d'individus.

ART. 57. — Les délibérations des Chambres ont lieu en langue turque. Les projets sont imprimés et distribués avant le jour fixé pour la discussion.

ART. 58. — Les votes sont émis par appel nominal, par des signes de manifestation extérieure ou par voie de scrutin secret. Le vote au scrutin secret est subordonné à une décision de la Chambre, prise à la majorité des membres présents.

ART. 59 — La police intérieure de chaque Chambre est exercée par son président.

ART. 118 (modifié en 1909). — Les lois, règlements, us et coutumes actuellement en vigueur continueront à être appliqués tant qu'ils n'auront pas été abrogés ou modifiés par d'autres lois et règlements. Dans l'élaboration des lois et règlements, on adoptera pour base les prescriptions religieuses, civiles et morales conformes aux exigences de l'humanité et du temps.

Les articles 60 jusqu'à 64 et l'article 121 constituent le Sénat.

ART. 60. — Le président et les membres du Sénat sont nommés directement par le Sultan ; le nombre des sénateurs ne peut excéder le tiers des membres de la Chambre des députés.

ART. 61. — Pour être sénateur, il faut s'être rendu par ses actes, dignes de la confiance publique, ou avoir rendu des services signalés à l'État et être âgé d'au moins quarante ans.

ART. 62. — Les sénateurs sont nommés à vie ; la dignité de sénateur peut être conférée aux personnages en disponibilité ayant exercé les fonctions de ministre, gouverneur

général (vali), commandant de corps d'armée, grand juge (kazasker), ambassadeur ou ministre plénipotentiaire, patriarche, grand rabbin, aux généraux de division des armées de terre et de mer, et en général aux personnes réunissant les conditions requises. Les sénateurs, appelés sur leur demande à d'autres fonctions, perdent leur qualité de sénateur.

ART. 63. — Le traitement de sénateur est fixé à la somme mensuelle de dix mille piastres. Le sénateur qui reçoit du Trésor un traitement ou des allocations à un autre titre, n'a droit qu'au complément, si leur montant est inférieur à dix mille piastre. Si ce chiffre est égal ou supérieur au traitement de sénateur, il continue à en toucher le montant.

ART. 64. — Le Sénat examine les projets de loi ou de budget qui lui sont transmis par la Chambre des députés. Si, dans le cours de l'examen d'un projet de loi, le Sénat relève une disposition contraire aux droits souverains du Sultan, à la liberté, à la Constitution, à l'intégrité territoriale de l'Empire, à la sûreté intérieure du pays, à l'intérêt de la défense de la patrie ou aux bonnes mœurs, il le rejette définitivement par un vote motivé, ou il le renvoie, accompagné de ses observations, à la Chambre des députés, en demandant qu'il soit amendé ou modifié dans le sens de ces observations. Les projets de loi adoptés par le Sénat sont revêtus de son approbation et transmis au grand vizir. Le Sénat examine les pétitions qui lui sont présentées ; il transmet au grand vizir celles de ces pétitions qu'il croit mériter ce renvoi, en les accompagnant de ses observations.

ART. 121 (addition, 1909). — Les délibérations du Sénat sont publiques. Cependant, sur la proposition des ministres, ou de cinq sénateurs, de délibérer à huis-clos sur une question importante, on fait évacuer le local des séances, à l'exception des membres de l'Assemblée, et on soumet l'acceptation ou le rejet de la proposition à la majorité des voix.

Les articles 65 jusqu'à l'article 80 constituent la Chambre des députés.

ART. 65. — Le nombre des députés est fixé à raison d'un député sur cinquante mille individus du sexe masculin appartenant à la nationalité ottomane.

ART. 66. — L'élection a lieu au bulletin secret.

ART. 67. — Le mandat de député est incompatible avec les fonctions publiques, à l'exception de celles de ministre.

ART. 68. — Ne peuvent être élus députés :

1° Ceux qui n'appartiennent pas à la nationalité ottomane ;
2° Ceux qui, en vertu du règlement spécial en vigueur, jouissent des immunités attachées au service étranger qu'ils exercent ;

3° Ceux qui ne savent pas le turc. Après l'expiration de la première période de quatre années (1876-1880) l'une des conditions de l'éligibilité à la députation sera de savoir lire le turc et autant que possible, écrire dans cette langue ;

4° Ceux qui n'ont pas l'âge de trente ans révolus ;

5° Les gens attachés au service d'un particulier ;

6° Les faillis non réhabilités ;

7° Ceux qui sont notoirement déconsidérés par leur conduite ;

8° Les individus qui ont été frappés d'interdiction juridique, tant que cette interdiction n'est pas levée.

9° Ceux qui ne jouissent pas de leurs droits civils.

10° Ceux qui prétendent appartenir à une nation étrangère.

ART. 69. — Les élections générales des députés ont lieu tous les quatre ans. Le mandat de chaque député ne dure que quatre ans, mais il est rééligible.

ART. 71. — Chaque député représente l'universalité des Ottomans et non exclusivement la circonscription qui l'a nommé.

ART. 72. — Les électeurs sont tenus de choisir leur député

parmi les habitants de la province à laquelle ils appartiennent (cet article n'est pas respecté).

ART. 73. — En cas de dissolution de la Chambre par iradé impérial, les élections générales doivent commencer en temps nécessaire pour que la Chambre puisse se réunir au plus tard dans les six mois de la date de la dissolution (les dernières guerres de 1912-1913 ont empêché forcément l'application intégrale cet article)

ART. 74. — En cas de décès, d'interdiction judiciaire, d'absence prolongée, de perte de la qualité de député résultant d'une condamnation ou de l'acceptation de fonctions publiques, il est procédé à un remplacement, conformément aux prescriptions de la loi électorale, et dans un délai tel que le nouveau député puisse exercer son mandat, au plus tard, dans la session suivante.

ART. 75. — Le mandat des députés élus pour remplir une place vacante, ne dure que jusqu'aux prochaines élections générales.

ART. 76(modifié en 1909). — Il sera alloué par le Tresor, à chaque député trente mille piastres par session, ainsi que des frais de voyage d'aller et retour établis conformément aux dispositions du règlement qui régit les fonctionnaires civils de l'État et calculés sur la base d'un traitement mensuel de cinq mille piastres. Il leur sera en outre alloué une indemnité de cinq mille piastres par mois pour la durée des réunions en dehors de la session légale.

ART. 77 (modifié en 1909). — A chaque session, la Chambre des députés élit à la majorité, un président et deux vice-présidents qu'elle soumet à l'approbation impériale.

ART. 78. — Les séances de la Chambre des députés sont publiques. Toutefois, la Chambre pourra se former en comité secret si la proposition en est faite par les ministres, ou par le président, ou par quinze membres, et si cette proposition est votée en comité secret.

ART. 79. — Aucun député ne peut, pendant la durée de la

session, être arrêté ou poursuivi, sauf en cas de flagrant délit, que sur une décision prise par la majorité de la Chambre accordant l'autorisation de poursuivre.

ART. 80 (modifié en 1909). — La Chambre des députés examine en détail les dépenses générales de l'État et en arrête le montant en présence des ministres, de même qu'en leur présence aussi elle détermine la nature et le montant des revenus qui doivent y faire face, leur mode de répartition et de perception.

Les autres parties de la Constitution traitent :

1^o Du pouvoir judiciaire (art. 81, 91). Les juges sont inamovibles.

2^o Des finances (art. 96, 107). Les articles 105 et suivants instituent une Cour des comptes.

3^o De l'administration provinciale (108, 112) principes de la centralisation administrative ; il y a des conseils élus dans chaque vilayet, sandjak, kaza et nahié.

4^o Des dispositions diverses (art. 113, 117).

ART. 113. — En cas de constatation de faits ou d'indices de nature à faire prévoir des troubles sur un point du territoire de l'Empire, le gouvernement impérial a le droit d'y proclamer l'état de siège. Les effets de l'état de siège consistent dans la suspension temporaire des lois civiles. Le mode d'administration des localités soumises au régime de l'état de siège sera réglé par une loi spéciale. Le Sultan a seul le pouvoir d'expulser du territoire de l'Empire ceux qui, à la suite d'informations dignes de confiance recueillies par l'administration de police, sont reconnus comme portant atteinte à la sûreté de l'État.

ART. 114. — L'instruction primaire sera obligatoire pour tous les Ottomans. Les détails d'application seront déterminés par une loi spéciale.

ART. 115. — Aucune disposition de la Constitution ne

peut, sous quelque prétexte que ce soit, être suspendue ou délaissée.

ART. 116. — En cas de nécessité, dûment constatée, la Constitution peut être modifiée dans quelques lacunes de ses dispositions. Cette modification est subordonnée aux conditions suivantes : toute proposition de modification présentée soit par le ministre, soit par l'une ou l'autre Chambre, devra être soumise en premier lieu aux délibérations de la Chambre des députés. Si la proposition est approuvée à la majorité des deux tiers des membres de cette Chambre, elle sera transmise au Sénat. Dans le cas où le Sénat adopterait également la modification proposée à la majorité des deux tiers des sénateurs, elle sera soumise à la sanction du Sultan. Si elle est sanctionnée par iradé impérial, elle aura force de loi. Toute disposition de la Constitution faisant l'objet d'une proposition de modification reste en vigueur jusqu'au moment où la proposition après avoir subi l'épreuve des délibérations des Chambres a été sanctionnée par iradé impérial.

ART. 117. — L'interprétation des lois appartient : à la Cour de cassation pour les lois civiles ou pénales ; au Conseil d'État pour les lois administratives ; et au Sénat pour les dispositions de la Constitution.

CHAPITRE II

LA LOI ÉLECTORALE (PROJET) DE JUILLET 1877 (1299)

L'article 66 de la Constitution spécifie que le mode d'élection des députés sera réglé par une loi spéciale. Dans le discours du trône à l'ouverture du premier Parlement en 1877, ce projet de loi électorale fait partie du programme énoncé, mais dans sa courte existence cette malheureuse assemblée n'a pas eu le temps de voter ce projet. En 1908 on fut obligé de faire les élections d'après ce projet de loi de 1877. Comme il est de règle que le provisoire dure longtemps, depuis le rétablissement de la Constitution, le Parlement ottoman n'a accepté ni le vieux projet, ni un nouveau et les élections de 1912 et de 1914 qui suivirent durent être faites d'après le même projet de loi. Mais pour les récentes élections on dut s'écarter sur quelques points du projet traditionnel, par exemple : pour être député dans un vilayet il fallait être originaire de ce vilayet, maintenant cette condition n'est pas exigée. Un autre exemple

beaucoup plus caractéristique et d'une grande portée politique, c'est l'admission, en fait, de la représentation proportionnelle des non-musulmans.

Ces exemples démontrent assez que la vie du vieux projet électoral est en danger. Il est de toute évidence que le nouveau Parlement de 1914 mettra fin à cet état de choses et qu'il élaborera enfin une nouvelle loi électorale conforme aux nécessités actuelles de la Turquie.

Avant de commencer à étudier ce fameux projet de loi de 1877, rappelons que le premier Parlement de 1877 n'est pas l'œuvre des élections proprement dites. Les députés d'alors avaient été choisis par les conseils administratifs des vilayets : conseils composés en majorité de fonctionnaires, et en partie de dignitaires ecclésiastiques et les délégués des habitants désignés en fait par l'administration.

Loi électorale de juillet 1877 (1) projet.— L'élection des députés s'effectue par *sandjaks* (départements) chaque *sandjak* constituant une circonscription électorale. Chaque *nahié* (commune) doit constituer une section. Chaque *sandjak* nommera autant de députés qu'il possède de fois 50.000 habitants du sexe masculin, sujets ottomans. Les fractions égales ou supérieures à 25.000 comptent pour

1. *Annuaire de législation étrangère*, 1908, p. 657 et suiv. Notice par M. Léon Lamouche. M. Lamouche au cours de son étude indique le projet de loi électorale sous le nom de « règlement ».

50.000, celles de moins de 25.000 ne comptent pas. De cette façon un sandjak renfermant moins de 75.000 habitants mâles (soit 150.000 habitants environ au total), ne nommera qu'un député ; à partir de 75.000, il en nommera deux, et ainsi de suite. On voit que de cette façon, la proportion du nombre des députés à celui des habitants sera en Turquie sensiblement moins qu'en France. Quoique la base soit la même d'abord parce que la répartition est faite par sandjak, division dont la population moyenne est d'environ 250.000 habitants, et souvent atteint 500.000, et aussi parce qu'il n'est tenu compte que des fractions supérieures à 50.000 habitants des deux sexes.

La première mesure préparatoire aux élections est l'établissement des listes électorales. Cette opération est accomplie dans chaque quartier pour les villes et dans chaque village pour les campagnes par les soins d'une commission composée du *mouhtar* (chef de quartier, maire de village) de l'*imam* ou du prêtre et de deux ou trois habitants notables. Les listes dressées d'après un modèle fourni par l'administration doivent contenir les noms de tous les sujets ottomans du sexe masculin établis dans la localité depuis un an au moins. Elles sont divisées en deux parties contenant, l'une, les noms des individus âgés de moins de vingt-cinq ans ; et l'autre les noms des ceux ayant dépassé cet âge. En cas d'indécision ou

de contestation, la commission décide après enquête. Si, parmi les individus inscrits âgés de vingt-cinq ans ou plus, il s'en trouve qui aient été privés de leurs droits civils, qui aient obtenu ou réclamé la qualité de sujet étranger, ou qui bénéficient temporairement d'une protection étrangère, qui aient été déclarés en faillite et non réhabilités, qui soient en état d'interdiction, qui soient au service personnel d'autrui, qui soient réputés de mauvaise vie et mœurs, ou qui aient été condamnés pour crime ou délit, mention en sera faite en regard de leurs noms.

Les fonctionnaires sont inscrits de droit et votent dans la localité où ils se trouvent au moment de l'élection. Il en est de même des officiers en activité. Les militaires en congé dans leurs foyers jusques et y compris les simples soldats, ont le droit de prendre part au vote s'ils remplissent, d'autre part, les conditions exigées pour posséder la qualité d'électeur.

Les soldats présents sous les drapeaux, peuvent, par l'intermédiaire du conseil des anciens de leur localité, désigner un mandataire qui votera à leur place. Les listes électorales sont établies en deux exemplaires dont l'un est gardé dans la localité et l'autre envoyé à la municipalité du chef-lieu de kaza.

Il est institué, au chef-lieu de chaque kaza, une commission de contrôle (d'inspection) présidée par le président de la municipalité du chef-lieu et composée des membres élus du conseil administratif du

kaza et des conseillers municipaux. Ces premiers membres peuvent s'adjoindre un certain nombre d'autres personnes, de manière à augmenter le total des membres de la commission selon l'importance du kaza jusqu'à un maximum de dix.

Sont privés du droit de vote les mineurs de vingt-cinq ans, les individus privés de leurs droits civils, ceux qui ont obtenu ou qui revendiquent une nationalité étrangère ou qui jouissent d'une protection étrangère, les faillis non-réhabilités, les interdits et enfin ceux qui ne payent à l'État aucune espèce d'impôts directs.

Les listes dressées après vérification par la commission doivent être l'objet d'une publicité aussi complète que possible suivant les ressources des localités (affichage, publication par crieurs, etc.).

Un délai de quinze jours est accordé aux intéressés pour faire valoir leurs réclamations auprès de la commission de contrôle qui est tenue de faire connaître sa réponse motivée dans les huit jours.

Si le réclamant n'est pas satisfait de la décision prise par la commission de contrôle, il a le droit de s'adresser en deuxième instance au tribunal du kaza qui doit décider dans la huitaine. Toute cette procédure est complètement gratuite.

Une fois les listes définitivement arrêtées, chaque commission de contrôle détermine le chiffre total des sujets ottomans du sexe masculin habitant le

kaza et l'adresse au mutéssarif du sandjak. Le conseil administratif du sandjak, en présence des membres de la commission de contrôle du chef-lieu, établit le total correspondant pour le sandjak et en déduit conformément à l'article 2 du règlement le nombre des députés à élire.

Sont inéligibles à la Chambre des députés les sujets étrangers et les sujets ottomans qui jouissent temporairement d'une protection étrangère, ceux qui ne savent pas le turc, les personnes âgées de moins de trente ans, celles qui, au moment de l'élection, se trouveraient au service personnel d'autrui, les faillis non réhabilités, les interdits, les individus notoirement connus comme de mauvaise vie et mœurs, les individus privés de leurs droits civils, ceux qui revendiquent une nationalité étrangère. Au bout d'une période de quatre ans, les députés devront savoir lire, et dans la mesure possible écrire le turc. Ajoutons à ces conditions la disposition singulière et assez peu justifiée contenue dans l'article 72 de la Constitution, d'après laquelle les électeurs sont tenus de choisir leurs députés parmi les habitants du villayet auquel ils appartiennent.

Les fonctionnaires de l'État sont éligibles, mais s'ils acceptent le mandat de député, ils doivent renoncer à leur emploi.

Les ministres ne sont pas soumis à cette règle. Les élections ont lieu à deux degrés; il est nommé

un délégué ou électeur du deuxième degré pour 500 électeurs primaires.

Peuvent être choisis comme électeurs du deuxième degré, tous les électeurs du premier degré, à l'exception de ceux qui, au moment de l'élection, sont au service personnel d'autrui.

Les élections des délégués doivent avoir lieu par nahié. Chaque nahié nomme un délégué par 500 électeurs primaires ou fraction de 500 égale ou supérieure à 250. Le règlement spécifie qu'un nahié comptant de 250 à 750 électeurs du premier degré nomme un électeur du deuxième degré, mais il oublie de dire ce qui arriverait si un nahié avait moins de 250 électeurs primaires, ce qui n'est pas impossible. Les élections ont lieu au chef-lieu de nahié sous la direction de l'un des membres de la commission du contrôle du kaza désigné par le sort. Les électeurs sont répartis par groupes de 300 environ qui viennent voter à des jours différents. Des envoyés de la commission du contrôle ont dû au préalable se rendre dans les villages pour expliquer aux habitants la signification du vote et leur indiquer le jour où ils doivent venir voter au chef-lieu de nahié.

Un bureau électoral est constitué sous la présidence du membre de la Commission de contrôle délégué et composé des membres du Conseil de nahié et des prêtres et imams des villages ressortissants.

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, les dispositions du règlement basées sur l'existence des nahiés n'ont pas pu être appliquées dans la réalité puisque tout au moins dans les villayets d'Europe (même en Asie-Mineure) la grande majorité des localités reste en dehors de ces circonscriptions qui n'existent qu'à l'état d'exception. On a donc dû créer de toutes pièces des circonscriptions *ad hoc*, car il n'était pas possible de faire venir au chef-lieu tous les électeurs d'un haza dans lequel n'existe aucun nahié, ni même, en appliquant le règlement à la lettre, de convoquer aux centres de nahiés composés de 30 à 80 villages, comme le cas se présente, les électeurs de tous les villages.

On semble avoir en général constitué des circonscriptions ayant à nommer un seul électeur du deuxième degré. Il n'était naturellement pas possible d'arriver toujours ainsi au chiffre de 500 électeurs primaires et la tentation pouvait être forte, de former avec les villages de certaines nationalités de petites sections de 250 à 300 électeurs et avec d'autres de grandes sections de 600 à 750 électeurs, les uns comme les autres ne nommant qu'un seul délégué.

On pouvait aussi, au lieu de former une section spéciale d'un groupe de villages d'une nationalité déterminée, les répartir entre les sections voisines renfermant des majorités d'autres nationalités.

D'assez nombreuses plaintes ont été élevées à ce

sujet dans les vilayets de Roumélie, et on peut plus facilement les croire fondées, au moins en partie, que ces procédés ont été souvent et sont même encore en usage dans d'autres pays d'Europe.

Le vote a lieu sur des bulletins préparés d'avance et timbrés par la Commission de contrôle ; le délégué de cette commission les apporte en nombre égal à celui des électeurs inscrits. Il apporte également une liste des électeurs de la section classés par village. Les électeurs peuvent inscrire dans l'une des langues locales les noms des personnes pour lesquelles ils votent, ou s'ils sont illettrés, les faire inscrire par une personne de confiance.

Les électeurs d'un même village se présentent ensemble accompagnés du mouhtar, des anciens (conseillers municipaux), du prêtre ou de l'imam qui certifient l'identité des votants et qui, une fois le vote terminé signent la liste des électeurs de leur village. On passe ensuite à un autre village et aucun électeur du village précédent n'est plus admis à voter.

Dans les villes et les localités importantes on pourra instituer, sur la décision de la commission de vérification plusieurs sections de vote.

Les électeurs empêchés peuvent envoyer leur bulletin sous enveloppe fermée et accompagné d'une lettre au président du bureau.

Lorsque le vote est terminé, on ouvre l'urne en

présence du bureau au complet et on procède au compte des bulletins qui sont ensuite remis dans l'urne. Si leur nombre est supérieur à celui des votants, on prend au hasard un nombre de bulletins égal à la différence et on les brûle sans les ouvrir (système injuste). On passe ensuite au dépouillement et au compte des voix obtenues. L'opération terminée le bureau dresse en double exemplaire un procès-verbal (mazbata) de l'élection indiquant le nombre de voix obtenues par chaque candidat. Un des exemplaires est remis au délégué venu du chef-lieu de kaza et l'autre au président du nahie.

Le vote pour l'élection des députés a lieu au chef-lieu de kaza sous la direction de la commission de contrôle qui convoque les électeurs du deuxième degré pour un jour et une heure déterminés. Après le vote, si les 8/10 des électeurs du deuxième degré au moins n'y ont pas pris part, l'urne est scellée, et une nouvelle convocation est faite à une date ultérieure. Le procès-verbal contenant les résultats de l'élection est envoyé à la commission à laquelle se joignent le mufti de la circonscription et les chefs religieux non-musulmans ainsi que, s'ils le désirent, les candidats ou leurs représentants ouvrent les mazbatas des diverses kazas et additionnent les voix obtenues. Les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix, jusqu'à concurrence du nombre de députés à nommer sont déclarés élus. En cas de

parité. c'est le sort qui décide. Il n'y a par conséquent jamais lieu à un second tour de scrutin. Le procès-verbal de cette opération est dressé en double exemplaire et envoyé, d'une part, au député élu, et de l'autre, à l'administration du vilayet qui est chargée d'adresser la communication nécessaire au ministre de l'Intérieur et d'aviser les administrations des différents kazas du vilayet des résultats de l'élection.

Nous passons le chapitre IV concernant la tenue au courant des registres électoraux, qui, vu le caractère du règlement, n'a pas beaucoup d'intérêt pratique. Nous passons aussi le dernier chapitre V concernant les dispositions pénales, qui n'a pas d'intérêt au point de vue représentatif.

Dispositions générales : Si, au cours d'une législature, le siège d'un député devient vacant par démission, décès, déchéance, etc., la présidence de la Chambre en avise le grand-vizir qui fait procéder à une nouvelle élection, conformément à l'article 74 de la Constitution ; le nouveau député doit être élu de façon à pouvoir siéger au plus tard pendant la session de l'année suivante. Les députés qui auraient été élus simultanément dans plusieurs sandjaks doivent, dans la limite de huit jours après la proclamation de l'élection, faire connaître par écrit au valile sandjak pour lequel ils optent. Un autre député est alors élu dans le sandjak où un siège se

trouve vacant (le règlement oublie de spécifier si l'on recommencera à cet effet toutes les opérations ou bien si on fera voter les mêmes électeurs du deuxième degré, ou si même on déclarera élu le candidat ayant précédemment obtenu le plus grand nombre de voix, après ceux déjà proclamés. Mais la pratique électorale a admis de faire élire le nouveau député par les mêmes électeurs du deuxième degré).

Comme nous l'avons vu, bien qu'appliquée pour la première fois en 1908, cette loi (M. Lamouche l'appelle règlement) est un ancien projet que l'on a remis au jour sans même prendre soin de le reviser. C'est ainsi qu'il donne pour les diverses opérations électorales des dates fixes qui n'ont aucun intérêt puisqu'il ne pouvait pas en être tenu compte en 1908 et que la loi n'était pas appelée à servir de nouveau puisque des dénominations modifiées depuis longtemps ont été conservées, et que presque toutes les opérations de l'élection des délégués sont basées sur une organisation des nahiés qui, ainsi que nous l'avons fait remarquer, n'a jamais été appliquée que d'une façon extrêmement incomplète.

Beaucoup d'autres points seraient encore à critiquer, notamment l'incohérence de la disposition des matières qui fait que des questions essentielles, comme le principe de l'élection à deux degrés, les conditions exigées pour l'électorat et l'éligibilité sont

traitées comme accessoirement au milieu de détails beaucoup moins importants (1).

1. En 1877, Constantinople n'avait pas encore l'organisation de vilayet et de sandjak, et les cercles municipaux ont été considérés comme des circonscriptions électorales, et chaque municipalité comme une section électorale et l'hôtel de ville de Constantinople, comme le chef-lieu du vilayet).

Si le nahié n'est pas constitué, d'après l'article 1 du règlement électoral, seulement pour les élections. quatre ou cinq villages seront considérés comme des sections électorales.

Cette loi électorale est difficilement applicable. Le peuple n'est pas mûr. Même à Constantinople, le fait de considérer chaque municipalité comme une section électorale est pratiquement très difficile : exemple, la municipalité de Péra possède des centaines de mille habitants ; il faut 500 habitants pour faire un électeur de deuxième degré, et pour Péra il y a en plus de 100 électeurs du deuxième degré. Ainsi chaque électeur primaire a été obligé d'inscrire à sa liste plus de 100 noms. Le fait de désigner 100 personnes n'est pas affaire facile.

CHAPITRE III

LA CONSTITUTION ET LE CHÉRI(1)

L'islamisme n'est pas seulement une religion. Le Koran, les doctrines émises par le prophète, les décisions prises par les citoyens, en conformité avec certaines règles consacrées par la loi révélée, enfin les investigations faites par ceux qui sont à même de légiférer, tout cela forme un ensemble qu'on désigne sous le nom d'Islamisme. (Voir surtout *le Droit public musulman* d'El Maverdi, traduit et annoté d'après les sources orientales, par M. le comte Léon Ostrorog, premier conseiller légiste de l'Empire ottoman, p. 48-61.)

L'islam est à la fois une religion, un dogme, et un code dans lequel sont contenues, en germe, presque toutes les lois qui régissent, tant les sociétés humaines que les individus. C'est à la fois une constitution de la république musulmane, une ligne

1. Djelal Noury, *le Droit public et l'Islam*. Ce paragraphe est écrit d'après cet ouvrage.

de conduite pour l'État musulman, un code civil, un code criminel, voire un recueil d'histoire, etc.

Comme nous l'avons vu au cours de notre travail, l'Empire ottoman a trois principes fondamentaux de gouvernement : l'*armée*, l'*Islam* et la *tolérance religieuse pour les non-musulmans*.

De tout temps, les Turcs gouvernèrent leur empire ou, selon la loi de l'Islam, le Chéri, ou bien avec des lois nouvelles et de circonstance, qui n'étaient nullement contraires au Chéri. Même les Jeunes-Turcs, en introduisant la Constitution à l'occidentale, et parlementaire, prirent tout d'abord le soin d'assurer à l'opinion publique musulmane, que cette nouvelle loi, d'origine étrangère, n'avait rien de contraire à la loi fondamentale de la Turquie. En 1909, Abdul-Hamid et ses partisans avaient fait la contre-révolution réactionnaire d'avril, soi-disant pour demander l'application loyale du Chéri. Ils n'avaient pas raison, car la Constitution, malgré son origine étrangère, contenait des principes démocratiques qui étaient tout à fait conformes à la loi de l'Islam. L'orthodoxie musulmane est basée sur des principes démocratiques et républicains.

Pour démontrer, dans cette étude, que les principes émis par la Constitution de 1876 ne sont pas contraires au Chéri, nous possédons un document officiel. C'est la circulaire que Sahib-Molla bey, le premier cheikh-ul-islam de Mahomet V, à l'occasion

du changement radical de régime en Turquie de la déchéance d'Abdul-Hamid, et l'avènement au trône de Mahomet V, a adressée à tous les ulémas et cheiks du monde musulman, concernant la légitimité de la Constitution, d'après la religion.

C'est un document de la plus haute importance qui fera (comme Baban-Zadé-Hakki bey l'écrivait dans le *Tanine*, journal jeune-turc de Constantinople) autant de sensation dans le monde musulman, que la Déclaration des Droits de l'homme en a fait, en 1789, dans le monde occidental.

La première partie de ce document concerne le mode d'élection du *kalife* (1). La signification du mot *kalife* est : remplaçant. C'est le vicaire du prophète, l'imam, c'est-à-dire le président d'une sorte de république que forment tous les adeptes de l'Islam. Il n'a même, selon nous, aucun droit à une majesté temporelle et pompeuse : « Comme souverain, dit Blüntscli, dans son *Droit public général*, le prince personnifie la puissance et la majesté de l'État. Aussi a-t-il le droit de majesté, même quand il n'en a pas le titre. » Or, vu la simplicité extrême des premiers vicaires du prophète, nous pouvons dire qu'ils faisaient exception à la règle de Blüntscli et n'avaient aucun privilège sur les autres citoyens ; d'ailleurs leur responsabilité juridique

1. El Mawerdi, *Droit public musulman*, p. 95-177, 187-195.

nettement déterminée dans les livres du Chéri est fort caractéristique.

Voici, d'après les sources les plus autorisées, de quelle manière ont été nommés les premiers *kalifes* :

Le prophète était malade. Il avait confié l'*Imamet*, c'est-à-dire la présidence, à Abou-Beckr. Celui-ci, jusqu'au décès de Mahomet, avait déjà dix-sept fois présidé à la place du prophète, à la prière publique. A la mort de Mahomet, son entourage voulait désigner, avant tout, son successeur, car les affaires publiques ne pouvaient, disait-on, rester en souffrance. Abou-Beckr, le compagnon le plus dévoué et le plus soumis du prophète, était, certes, le plus qualifié pour le remplacer. C'était lui qui avait cru le premier à la mission prophétique de celui auquel il devait un jour succéder. A cet effet il avait mérité le titre si flatteur de : *Siddyk*, le très fidèle. Certes, Abbas et Ali, au point de vue de leur parenté, étaient plus rapprochés du prophète qu'Abou-Beckr (celui-ci n'est que le père d'Aïcha, l'une des épouses du prophète) mais Mahomet accordait toujours au premier *kalife* la perséance sur tous les autres, car il était le plus digne, le plus valeureux d'entre ses collaborateurs.

A la veille de sa mort, le prophète avait publiquement déclaré à ceux qui l'entouraient qu'il était on ne peut plus satisfait d'Abou-Becker. Mahomet, qui avait fait fermer toutes les portes des maisons qui

s'ouvraient du côté de la Cà'ba, avait maintenu, par révérence, seulement celle d'Abou-Becker, et ce fait, alors, était considéré comme le témoignage de la plus haute considération de l'envoyé de Dieu envers le plus zélé de ses disciples. A la mort de Mahomet, il n'y avait plus qu'à consacrer officiellement la présidence d'Abou-Becker. Il était déjà l'élu du peuple.

Tous les disciples du prophète et la nation entière firent leur soumission au nouveau kalife; c'était l'origine de la cérémonie du *Bi'at* (textuellement : soumission).

En l'an XIII de l'hégire, le premier kalife tomba à son tour malade, et à l'instar de son prédécesseur, il désigna celui qui devait, comme *imam*, présider à la prière (1). Ce fut Omar. Il trouvait que c'était le dignitaire le plus capable de remplir les fonctions de kalife, après son décès.

Voyons maintenant ce que le cheikh-ul-islam dit, au nom du Chéri, à propos de l'élection du kalife :

« D'après la religion, c'est un devoir pour les fidèles, que de nommer l'imam. » C'est donc le vote obligatoire dans l'acception juridique moderne du terme. Car, selon certains versets cités dans la circulaire, « Dieu, dans le Koran, s'adressa à tout le monde, sans exception ». C'est « à tout le monde qu'il ordonne de veiller à la conservation de la chose

1. El Mawerdi, *Droit public musulman*, p. 74, 81, 83, 86.

publique ». Donc, « c'est à la seule condition qu'il soit agréé par le peuple tout entier que quelqu'un peut devenir *kalife* et *imam* ». Le peuple doit élire son chef librement et en dehors de toute influence. « L'élu, de son côté, doit se conformer à la loi révélée et aux lois établies, et ne pas agir selon son bon plaisir et son caprice ». Selon un autre verset que le cheikh-ul-islam cite « les fidèles sont *obligés* de contrôler scrupuleusement les actes du gouvernement ». Et, d'après une parole du prophète, « chaque fidèle, ayant sa part de la souveraineté nationale, est tenu de s'opposer aux actes du gouvernement, s'ils sont arbitraires, illicites, en contradiction avec la loi sacrée ou les intérêts de la nation ». « Après la mort du prophète, dit le Cheikh-ul-islam, Abou-Beckr, et à la mort de celui-ci, Omar, ont conformément à la décision prise, occupé successivement le kalifat à l'unanimité des voix du peuple. »

Avant sa mort, Omar avait préconisé l'institution d'un Conseil qui arrêterait l'élection de son successeur (M. le comte Ostroroge, le distingué et savant traducteur d'El Mawerdi, croit voir là un véritable conclave) (1). C'est à la suite des délibérations de ce Conseil qu'Osman, gendre du prophète Mahomet, fut proclamé troisième *kalife*. Quand il eut été assassiné, la République élut comme imam Ali, gendre

1. El Mawerdi, *Droit public musulman*, p. 141 et suiv.

du prophète également. Ces quatre *kalifes* sont dénommés *hulefā rachidīn* (textuellement : vicaires de l'Envoyé de Dieu, arrivés au degré de la perfection) et *tchihar yar i guzīn* (les quatre amis illustres du prophète). « Sous le principat de ces quatre kalifes, la puissance musulmane fut la plus grande, la plus prospère et la plus redoutable du monde. Mais, comme les vaillantes tribus arabes se trouvaient, par suite de ces conquêtes, en contact avec des nationalités déjà corrompues, le système de nommer les kalifes à l'élection, tomba en désuétude. La loi sacrée n'était donc plus observée. C'est alors que, à l'exception de certains cas particuliers, la raison du plus fort devint la meilleure. Les oppresseurs, les tyrans se faisaient sacrer kalifes par le fer et par le feu. »

« D'après le Chéri, le chef d'État qui vient d'être élu, n'a pas besoin d'être le fils ou le parent de son successeur. Mais nous pouvons dire aussi que le Chéri ne s'oppose pas à l'hérédité, sous la seule condition que cet héritier soit en même temps élu par le peuple. »

D'après les statuts de la maison d'Osman, il n'est pas question d'élection. Mais après Sélim I^{er}, auquel le *kalifat* fut cédé par Mutevekkil-Alallah, ces statuts, d'ailleurs non écrits, ont dû subir un changement en conformité avec le Chéri.

Ainsi, d'après le droit public actuel de l'Empire

ottoman, c'est le système combiné d'élection et d'hérédité qui est adopté. •

Notre droit public actuel a, comme on le sait, deux sources différentes : la *Constitution de 1876* et le *Chéri*,

N'oublions pas de dire que l'article de la Constitution qui concerne le mode de succession au trône, se base sur un usage observé *ab antiquo*. Or, selon notre droit public, nul ne peut être empereur des Ottomans, et en même temps commandeur des croyants, s'il ne remplit ces deux conditions : être le descendant direct, mâle et le plus âgé de la maison d'Osman ; être l'élu de la nation entière, comme *kalife*. Si, par exemple, un héritier ne remplit pas cette seconde condition, il ne pourrait certes pas monter sur le trône. Egalement, nul ne peut être élu au kalifat, d'après l'usage consacré par la Constitution de 1876, s'il n'est le rejeton le plus âgé de la maison d'Osman. En réalité, cette règle, à la condition d'être observée minutieusement, écarte tous les dangers.

Un seul article de la Constitution est en opposition flagrante avec le Chéri : d'après cet article, le chef d'Etat est irresponsable. D'après le Chéri, le *kalife* n'a aucun privilège sur les simples citoyens et ne diffère en aucun cas des autres fidèles. Il est responsable de tous ses actes.

Quant à la question de savoir si le kalife est

nommé à vie ou s'il est révocable, l'exemple des quatre premiers kalifes nommés par voie d'élection, nous dit suffisamment que le commandeur des croyants est élu, non pas à l'instar des Présidents des Républiques actuelles, mais à vie.

D'après le Chéri, l'impubère incapable ou capable de discernement; les deux espèces de déments (celui dont la folie est continuelle et celui dont la folie alterne avec des instants lucides) le *matouh*, c'est-à-dire celui qui a les facultés mentales troublées, l'intelligence peu développée, un langage décousu, et dont les actes sont sans suite; le prodigue, *séfih*, sont *mahdjours*, c'est-à-dire en état d'interdiction. Par conséquent, de tels individus ne peuvent être proclamés kalifes.

C'est en vertu de cette règle, qu'à tort ou à raison Mourad V a été proclamé déchu par un *fetwa*, lequel portait qu'il avait une folie continuelle sans intervalles lucides, *mente captus*.

Egalement, Abdul-Aziz a été déposé parce qu'il était *séfih*, — prodigue, selon le Chéri.

Mais nous ne pourrions affirmer que la prescription précitée a toujours été observée par la dynastie d'Osman, car nous voyons dans l'histoire de l'Empire ottoman, un prince de sept ans, comme Mohamet IV, monter sur le trône.

De tout temps, vu leur responsabilité juridique, les kalifes et les sultans étaient amovibles. Le peuple

avait le droit incontesté de déposer le souverain qui ne se conformait pas à la loi, qui allait à l'encontre des véritables intérêts du pays. Les exemples en sont fort nombreux dans les annales de l'histoire des peuples musulmans. L'usage veut que la déposition du souverain soit opérée en conformité d'un *fetwa* délivré par le Cheikh-ul-Islam. Alors celui-ci qui est le premier représentant du souverain considéré comme kalife, perd *ipso facto* cette qualité, et devient le premier agent pour l'exécution de la loi révélée.

Après le rétablissement de la Constitution en 1908-1909, Abdul-Hamid a été, comme l'on sait, détrôné. En sa qualité de *kalife*, il a été déclaré déchu en vertu d'un *fetwa* motivé et rendu conformément aux usages établis *ab antiquo*. Du moment qu'il s'agissait aussi du chef du pouvoir exécutif d'un État constitutionnel, ce *fetwa* a été soumis au vote des sénateurs et des députés réunis en assemblée nationale.

Ni la déposition du Sultan, ni la réunion des deux Chambres en assemblée nationale n'étaient prévues par la Constitution.

La seconde partie de la circulaire que nous analysons, concerne les pouvoirs publics. D'après une parole du prophète, « chaque citoyen possède une partie de la souveraineté nationale et est donc, par ce fait, chargé de contrôler la gestion des affaires publiques ».

Mais cela ne signifie point que tout le monde, à tout instant, pourra, sous prétexte de contrôle, s'immiscer dans les affaires de l'État. Évidemment, parmi les membres de la cité, il en est qui sont à même de donner de précieux avis pour la direction des travaux de l'État. Mais il y en a aussi, qui, en s'en mêlant, n'arriveraient qu'à entraver la marche régulière des affaires publiques. Or, « il est légitime que le peuple délègue par voie d'élection certains de ses membres, pour élaborer de nouvelles lois, et pour surveiller la marche des affaires ».

Conformément à la théorie qu'il expose dans sa circulaire, et que nous venons de reproduire, le Cheikh-ul-islam relève la « *légitimité de la représentation nationale et du parlementarisme* », d'après le Chéri. Il est d'ailleurs conforme à la loi révélée, qu'une personne puisse donner à une autre le pouvoir de faire quelque chose et de la représenter dans une affaire (*Medjellé*, Code civil ottoman, art. 1449).

La légitimité d'un mandat pareil est admise, soit par le Koran, soit par le *hadiss* (parole du prophète) et l'unanimité du peuple musulman (voir Haïder Effendi, Commentaires sur le *Medjellé*).

Après avoir fait l'éloge de la dynastie régnante, le Cheikh-ul-Islam dit que « c'est grâce à l'intérêt que les souverains de cette maison ont voué à la loi révélée, que les pouvoirs publics ont été divisés, conformément au Chéri, en trois, comme en Europe

aujourd'hui, et avant même que cette division y fut opérée ».

« Les sultans de la maison d'Osman ont chargé leurs vizirs et émirs du pouvoir exécutif » (*Tenfiz et idjra*).

« Les kadis et les nuwab (substituts de ceux-là) ont été investis du pouvoir judiciaire » (*Hukm et Kaza*).

« Les savants illustres, ceux-là seuls qui pouvaient rendre un *fetwa*, avaient le droit de légiférer (1). Ils avaient, en même temps, la mission de contrôler à chaque instant l'administration des vizirs et des émirs, agents du pouvoir exécutif » (*Techri et mura-kabé*).

« Tous les fetvas législatifs, c'est-à-dire les projets de loi, ne devenaient exécutoires que s'ils étaient revêtus de la sanction du kalife. »

C'est avec une certaine fierté que le Cheikh-ul-Islam énumère tout cela pour démontrer que ces institutions existaient déjà chez les musulmans avant qu'elles fussent conçues par les Européens (2). En effet, les pouvoirs publics n'ont guère été nettement séparés avant les révolutions que les Anglais et les Français ont dû traverser pour passer d'un régime à un autre.

1. Djelal Noury, *Unité musulmane*, p. 38, 57 (en ture).

2. El Mawerdi, *Droit public musulman*, p. 90, 92, 197, 203, 208, 211, 213, 227.

S. Noury

D'après le Cheikh-ul-Islam, « ceux qui sont chargés de la direction des affaires de l'État sont solidai-
rement responsables de leurs actes. Si une catégorie
de dirigeants n'agit point conformément aux lois et
à l'intérêt public, les autres ont le devoir de lui faire
les remarques nécessaires pour la ramener dans le
droit chemin, et même lui faire une opposition
acharnée, s'il y a lieu ». Nous n'avons qu'à rappro-
cher ce que le chef le plus autorisé de l'Islam avance
au nom du Chéri, du principe universellement admis
et contenu dans l'article 6 de la Constitution fran-
çaise du 25 février 1875 : « Les ministres sont soli-
dairement responsables devant les Chambres de la
politique du gouvernement, et individuellement de
leurs actes personnels. »

Cette partie de la déclaration du Cheikh-ul-Islam
a un double sens : d'abord elle fait ressortir la res-
ponsabilité des dirigeants, ainsi que nous venons de
le dire, puis elle relate la prescription du Chéri,
d'après laquelle « *on est obligé de se révolter, pour
ainsi dire, contre ceux qui veulent établir un régime
en opposition avec les intérêts de l'État* ».

Ce sont les mêmes principes émis lors de la Révolu-
tion française et insérés dans ses lois organiques.

Un passage essentiel du document que nous ana-
lysons, est celui qui concerne l'égalité selon l'isla-
misme des non musulmans et des musulmans.

D'après une règle immuable du Chéri, citée par le

Cheikh-ul-Islam, « la différence de cultes ne constitue point une inégalité devant la loi. Chaque devoir implique un droit. Or, les citoyens non musulmans ont certains devoirs envers l'État. Comment donc, se demande le Cheikh-ul-Islam, pourrait-on priver les non musulmans, aux yeux de l'Islam, de leurs droits civiques ? Si le cas était admis par la religion, ce serait une tyrannie, tandis que, Dieu n'étant point un tyran, le principe de l'égalité absolue de non musulmans reste un point inattaquable » (1).

« Le prophète, dit le document, n'a-t-il pas consulté sur les affaires publiques aussi des non musulmans, et, dans les guerres, ne s'est-il pas fait seconder par eux ? » C'est pour cela que la circulaire en question conclut à la « légitimité de la présence au Parlement des députés élus par les non musulmans, et sous-entend également au point de vue de la religion, la participation des non musulmans au recrutement de l'armée ».

Il résulte de ce document officiel « que l'autocratie, l'absolutisme et l'irresponsabilité dans le gouvernement, ne peuvent en aucune façon être compatibles avec l'islamisme. Cette religion, au point de vue politique et au point de vue social surtout, est celle du libre examen et de la libre discussion. Malheureusement, sous le régime néfaste qu'on vient de

1. Van den Steen de Jehay, *Situation légale des non musulmans sujets ottomans*.

renverser, on violait à dessein et pour les tristes raisons qu'on connaît, les prescriptions du Chéri concernant la politique et les pouvoirs publics. Tous les livres religieux, ainsi que les passages de certains ouvrages relatifs à la politique selon l'Islam, étaient impitoyablement détruits ».

Voici, à titre d'exemple, quelques règles fondamentales du Chéri, que ceux qui sont chargés de légiférer sont tenus d'observer :

La difficulté provoque la facilité. En d'autres termes, la nécessité de remédier à une situation embarrassée est un motif légitime pour prendre, dans ce but, des mesures propres à résoudre les difficultés, et pour se montrer accommodant.

Il faut se montrer large dans l'application des règles aux choses dont l'exécution est difficile (*Medjellé*, art. 17 et 18).

Ce qui est exigé pour la satisfaction d'un besoin public ou privé est admis comme une nécessité légitime (*Medjellé*, art. 32). (Rapprocher cet article de la loi du 30 ventôse an XII, art. 7.)

Ce que l'usage a consacré devient une règle à laquelle on doit se conformer (*Medjellé*, art. 37). (Rapport avec les art. 1135 et 1160 du C. Napoléon.)

Il est hors de doute que l'application d'une loi peut varier avec le temps (*Medjellé*, art. 36).

Le pouvoir de toute autorité est fondé sur l'utilité générale (*Medjellé*, art. 58).

Avec de pareilles règles, le législateur musulman peut, à juste raison, comme on le voit, laisser de côté le passé, et confectionner, sans qu'il soit dans sa tâche influencé par personne, les meilleures lois

conformément aux exigences du temps et du milieu, et selon les théories les plus nouvelles.

Quelle conclusion pourrons-nous tirer de ce document qui, d'après Baban-Zadé-Hakki-bey, est d'une importance égale à la Déclaration des Droits de l'Homme ?

Nous en déduirons d'abord que non seulement l'Islam n'est point réfractaire aux idées nouvelles, mais que le chef le plus autorisé de cette religion revendique pour ainsi dire pour elle la paternité de toutes les doctrines qui ont vu le jour en Occident il y a à peine un peu plus d'un siècle.

S'il s'agissait d'un texte non officiel, on pourrait le traiter de paradoxe, tandis que tel n'est point le cas de la lettre de Sahib-Molla-bey.

Mais, diront ceux qui n'ont pas consciencieusement étudié notre histoire, pourquoi cette circulaire a-t-elle un cachet de nouveauté ? Tous les principes qu'elle contient n'étaient-ils pas déjà connus, du moment qu'ils font partie intégrante de la religion même ? Voici comment la circulaire elle-même répond à cette objection : « Après les règnes glorieux des quatre premiers *kalifes*, des éléments forts divers se sont introduits parmi les premiers musulmans. Ces éléments apportaient en même temps certaines mœurs corruptrices et avaient des intérêts opposés. Les intrigues commençaient. On n'obtenait dès lors la présidence, c'est-à-dire le *kalifat*, que par

l'usurpation et non pas en conformité avec la volonté unanime de la nation.

» En Turquie surtout, des agitateurs tels que les fameux *Djelalys* avaient ruiné le pays. Ajoutez à cela les guerres et certaines autres calamités comme la peste. L'ignorance des masses aussi était très grande. Il fallait l'effort héroïque et sans pareil dans l'histoire, de ceux qui ont lutté pour notre délivrance et pour la restauration du régime de la liberté, et par conséquent des principes du Chéri si rationnels et si parfaitement conformes aux exigences de tous les temps. »

La nation, comme le dit très bien Hakki-bey, grâce à l'ignorance, n'avait pu se servir de son droit de contrôler l'administration, d'exécuter les ordres formels qu'elle recevait de l'Islam... Car une misérable oligarchie intéressée de despotes s'y opposait et ne cessait d'intriguer... Nous n'avons donc pas à rechercher longuement si la Constitution existait ou non jadis, car il faut, dans toutes choses, considérer l'intention des législateurs, et non le sens littéral des mots et des phrases employés.

» Ce qu'il importe de savoir, c'est si ce mode de gouvernement qu'on veut exprimer par la Constitution existait aux premiers siècles de l'ère musulmane. La notice du Cheikh-ul-Islam nous dit : « *Oui* », et elle prouve cette assertion par des arguments d'une logique irréfutable. »

Ce document nous renseigne sur un point de droit public, ou, pour mieux dire, de l'histoire du droit public, resté obscur jusqu'à ce jour. Les historiens européens ne pouvaient faire de distinction entre la théorie pure de l'Islam et la pratique de certains potentats qui ne se basèrent que sur la force et méprisèrent tout principe.

La circulaire du Cheikh-ul-Islam nous rend donc un très grand service à ce point de vue. Nous pouvons dire maintenant que nous avons entre les mains un texte qui nous renseigne sur l'*islamisme*, et dont la véracité est incontestable, au point de vue du droit public.

.

CONCLUSION

Après avoir vu successivement la *Vieille-Turquie*, son apogée et sa décadence, les réformes du *Tanzimat* et le régime constitutionnel ; après avoir étudié les *lois constitutionnelles* et *électorales* et constaté leur conformité avec le *Chéri*, répondons maintenant à la question posée au début : *la Turquie, pour vivre, doit-elle absolument prendre le régime représentatif et parlementaire ?*

Il résulte de ce que nous venons de voir :

1° Que le peuple ottoman a toujours accepté le régime politique imposé par ses dirigeants ;

2° Que ces dirigeants ne se sont jamais écartés des principes du *Chéri* ;

3° Que toutes les tentatives de réformes depuis un siècle avaient pour but d'empêcher l'intervention de l'Europe dans les affaires intérieures de la Turquie.

Vu l'inertie du peuple ottoman, le meilleur régime était celui du *Tanzimat* : réformes purement admi-

nistratives dans le but de donner au peuple une bonne instruction primaire, une bonne justice, une bonne police et des facilités économiques et commerciales. Ces réformes bien appliquées auraient assuré la prospérité et la grandeur de la Turquie, tout en préparant la nation à un régime représentatif et constitutionnel, sans aller jusqu'au parlementarisme.

Malheureusement, lorsque la crainte de l'intervention européenne était écartée, la Porte ne se souciait pas de continuer l'œuvre commencée, n'y étant pas encouragée par l'attitude du peuple.

Les Jeunes-Turcs ne voulurent jamais croire à l'incapacité populaire et donnèrent à la nation déjà réfractaire aux modestes réformes du *Tanzimat*, une constitution parlementaire des plus libérales.

Le peuple ne répondit pas à cet idéal et Abdul-Hamid, en ouvrant le nouveau Parlement en 1908, a pu dire pour excuser sa politique, qu'il avait suspendu la Constitution et le Parlement en 1877 parce qu'il avait constaté que *le peuple n'était pas mûr pour le nouveau régime*. Mais sa politique despotique n'était pas le moyen de l'y préparer et même, après six ans de régime constitutionnel, nous n'avons pas pu donner au peuple l'éducation nécessaire pour se diriger.

En Turquie, toutes les tentatives de progrès doivent venir *d'en-haut* c'est-à-dire du Sultan et de la Porte. Longtemps encore, il nous faut une direc-

tion imposée par le gouvernement. Vu cette nécessité, le régime représentatif et parlementaire que la Constitution actuelle nous impose ne serait qu'un mythe et nous nous trouverions dans l'obligation regrettable de déroger aux lois fondamentales ; ce ne serait pas le moyen d'inspirer au peuple le respect de la loi. Les élections depuis 1908 nous montrent clairement que la nation ne comprend rien à la loi électorale et au régime représentatif.

Non contents d'une Constitution moyenne, les Jeunes-Turcs voulurent même, en 1909, accentuer le système parlementaire. Les querelles des partis politiques occupèrent les débats de la Chambre et ne lui laissèrent pas le temps de légiférer et de contrôler le gouvernement. Heureusement, on s'aperçut que le parlementarisme, qui amoindissait les droits du Sultan, n'était pas le régime idéal pour la prospérité de la Turquie. Et le Parlement qui va prochainement s'ouvrir constatera certainement cet échec et dotera le pays d'une Constitution qui, tout en sauvegardant le pouvoir entier du Sultan, préparera graduellement le peuple à la représentation nationale.

En préconisant pour le moment un régime constitutionnel sans parlementarisme et sans représentation populaire accentuée, nous ne voulons pas passer pour des réactionnaires. Notre but est de prouver qu'on doit tenir compte de la loi d'évolution

avant de donner au peuple des droits libéraux excessifs dont il ne pourrait pas encore profiter.

La vie politique de la Turquie, depuis 1908, montre assez la véracité de notre opinion.

Vu : le Président de la thèse,

CHAVEGRIN

Vu : le Doyen,
LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- Bérard (Victor)*. — La Révolution turque.
— Le Sultan, l'Islam et les puissances.
— La Politique du Sultan.
- Daresté (F.-R.)*. — Les Constitutions modernes, t. II.
- Driault*. — La Question d'Orient.
- Engelhardt (Ed.)*. — La Turquie et le Tanzimat, 2 vol.
- Heidborn (A.)*. — Droit public et administratif ottoman,
2 vol.
- Houdas (O.)*. — L'Islamisme.
- Lavisse et Rambaud*. — Histoire générale.
- El Mawerdi*. — Le Droit public musulman traduit par
M. Ostorrog, 2 vol.
- Midhat-bey*. — Midhat pacha, sa vie et son œuvre.
- Noury (Djelal)*. — Problèmes sociaux.
— Le Droit public et l'Islam.
- Pinon (René)*. — L'Europe et l'Empire ottoman.
— L'Europe et la Jeune-Turquie.
- Steen de Jehay (Vonden)*. — Les Non Musulmans en Turquie.
- Sidarous*. — Les Patriarcats en Orient.
- Ubicini (A.)*. — L'État présent de la Turquie.
— Lettres sur la Turquie.
- Youssouf-Fehmi*. — Histoire de la Turquie.
- Un ancien diplomate*. — Le Régime des capitulations.
- La Vie politique dans les Deux-Mondes*, 1908-1912.
- Annuaire de législation comparée*, 1876-1877, 1908-1912.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — La Vieille Turquie du Sultan Osman I ^{er} au Sultan Mahmoud II.....	9
CHAPITRE II. — La Réforme.....	36
CHAPITRE III. — La Constitution Abdul-Hamid.....	61

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — La Loi constitutionnelle du 22 décembre 1876 (7 zilhidjé 1298).....	79
CHAPITRE II. — La loi électorale (projet) de juillet 1877 (1299).....	93
CHAPITRE III. — La Constitution et le Chéri.....	106
CONCLUSION.....	125
BIBLIOGRAPHIE.....	129

Imp. M. GIARD ET E. BARRÈRE, 16, rue Soufflot, Paris — 2691-14
